

Fonds Commun de Placement Général

RAPPORT ANNUEL AU 29 DÉCEMBRE 2023

CACEIS BANK

12 place des États-Unis
F-CS 40083 - 92549 Montrouge Cedex

Dépositaire



MONTPENSIER FINANCE

58, avenue Marceau
F-75008 Paris

Société de gestion

M ALL WEATHER BONDS

SOMMAIRE

1. Caractéristiques de l'OPC	3
2. Changements intéressant l'OPC	6
3. Rapport de gestion	7
4. Informations réglementaires	29
5. Certification du Commissaire aux Comptes	35
6. Comptes de l'exercice	40
7. Annexe (s)	62
Information SFDR	63

OBJECTIF

Le présent document contient des informations essentielles sur le produit d'investissement. Il ne s'agit pas d'un document à caractère commercial. Ces informations vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste ce produit et quels risques, coûts, gains et pertes potentiels y sont associés, et de vous aider à le comparer à d'autres produits.

PRODUIT

Nom du produit :	M All Weather Bonds IC	Initiateur du Produit :	Montpensier Finance
Code ISIN du produit :	FRO01400H8P7	Site internet :	www.montpensier.com
Date de production du document d'informations clés :	29 novembre 2023	Appelez le +33 1 45 05 55 55 pour de plus amples informations.	
L'Autorité des marchés financiers (AMF) est chargée du contrôle de Montpensier Finance en ce qui concerne ce document d'informations clés.			
Montpensier Finance est agréée en France sous le n° GP 97-125 et réglementée par l'AMF.			

EN QUOI CONSISTE CE PRODUIT ?

TYPE ET DURÉE

Type : OPCVM soumis au droit français.
Durée : OPC créé pour une durée de 99 ans.

OBJECTIFS

Le fonds M All Weather Bonds a pour objectif de réaliser une performance en relation avec celle des marchés obligataires et de surperformer par rapport à l'indice composite constitué à hauteur de 70% de l'indice Markit Iboxx Euro Corporates Overall Total Return (Ticker Bloomberg QW5A), 20% de l'indice Markit Iboxx EUR Liquid High Yield (Ticker Bloomberg IBOXXMJA), et 10% de l'Éster capitalisé sur 7 jours (base 100) (Ticker Bloomberg OIESTR), en mettant en oeuvre une gestion des titres de taux, qui n'est pas une gestion indiciaire (l'indice n'étant qu'un élément de comparaison a posteriori).

La stratégie consiste à gérer de manière discrétionnaire, en combinant l'analyse macro-économique de type « Top down » s'attachant à anticiper les mouvements de marchés, et l'analyse de type « Bottom up » des instruments de dette libellés en toutes devises, émis en priorité dans les États de l'OCDE et de l'Espace Économique Européen, des obligations et autres titres de créances, privilégiant la recherche de la qualité intrinsèque des titres, combinée à une stratégie d'exposition et/ou de couverture utilisant des instruments financiers à terme ou sur des instruments conditionnels, sur une durée recommandée de placement de 3 ans.

Le fonds peut être investi à minima à 80% et jusqu'à 100% de l'actif net en obligations et titres de créances négociables principalement libellées en euro mais également en d'autres devises, émis tant par des émetteurs « Corporate » que « Sovereign ».

Le processus d'investissement utilise une combinaison de stratégies « Top down » et « Bottom up » associant :

- Une stratégie à partir d'indicateurs Macroéconomiques et de secteurs permettant une analyse structurelle et conjoncturelle, fournissant une perspective ;
- Une stratégie d'exposition positive ou négative au risque de taux et/ou de taux réel visant à optimiser la performance du portefeuille sur la base des attentes en matière de taux d'intérêt et d'inflation ;
- Une stratégie de courbe des taux d'intérêt dans le but d'optimiser la performance du portefeuille sur la base des attentes en matière de taux à long terme et de taux à court terme ;
- Une stratégie d'allocation entre différentes classes d'actifs de nature principalement obligataires ;
- Une stratégie d'investissement sur les obligations émises par le secteur « Corporate » et le secteur « Sovereign » avec le choix des signatures mises en portefeuille par la gestion.

L'univers d'investissement du fonds est constitué des émetteurs couverts par la recherche ESG MSCI, et faisant partie soit des pays de l'Espace économique européen, soit des pays suivants : Argentine, Australie, Brésil, Canada, Suisse, Chili, Chine, Colombie, Royaume Uni, Hong Kong, Indonésie, Israël, Inde, Japon, Corée du sud, Koweït, Mexique, Malaisie, Nouvelles Zélande, Pérou, Qatar, Singapour, Thaïlande, Taiwan, Etats Unis ou Afrique du Sud. 10% du portefeuille du fonds pourront être investis en dehors de l'univers d'investissement du fonds.

Les instruments libellés en devises autres que l'Euro et les autres devises de l'EEE sont limités à 40% de l'actif net.

Il est également possible de détenir jusqu'à 30% de l'actif net dans des instruments émis dans des Etats de l'OCDE hors EEE, 10% dans des instruments émis dans des Etats hors OCDE.

Les investissements en obligations de catégorie jugée spéculative « High Yield » par la société de gestion sont limités à 40% de l'actif net du fonds.

Les obligations callables et/ou putables pourront représenter jusqu'à 80% de l'actif net de l'OPCVM.

Les investissements sont limités à 30% de l'actif net dans des obligations subordonnées, 20% dans des obligations convertibles, 10% dans des parts d'OPCVMs ou FIA ou actions de SICAVs, 10% dans des actions & assimilés.

L'OPCVM peut être exposé au risque de change, hors Euro ou autres devises de l'Espace Économique Européen, à hauteur de 30% de l'actif net. L'OPCVM pourra également procéder à l'achat et la vente de devises à terme, sur les devises de pays présentant des marchés réglementés, en vue de se couvrir et/ou de s'exposer au risque de change.

L'exposition du portefeuille sur les marchés émergents ne pourra dépasser 30% de l'actif net.

Par ailleurs, l'OPCVM peut intervenir sur des instruments financiers à terme ou sur des instruments conditionnels, ainsi que sur des cessions temporaires de titres. Le gérant peut intervenir sur le risque taux, et action dans une moindre mesure, à titre d'exposition et/ou de couverture.

La sensibilité moyenne du fonds est comprise entre -3 et +8.

INVESTISSEURS DE DETAIL VISÉS

Personnes ayant une connaissance suffisante des marchés financiers et souhaitant réaliser un investissement dans le cadre d'une détention recommandée d'une durée minimale de 3 ans, étant rappelé que le fonds présente un risque de perte en capital. Le montant qu'il est raisonnable d'investir dépend de la situation patrimoniale et des objectifs de l'investisseur au regard de l'horizon d'investissement recommandé et de l'acceptation des risques liés à cet investissement.

Le fonds n'est pas destiné à être diffusé ou commercialisé aux États-Unis, et il ne s'adresse pas aux personnes soumises à la réglementation américaine.

Cependant, à toutes fins utiles, le Fonds et Montpensier Finance sont enregistrés auprès de l'IRS en tant que Reporting FFI, IGA model 1.

INFORMATIONS PRATIQUES

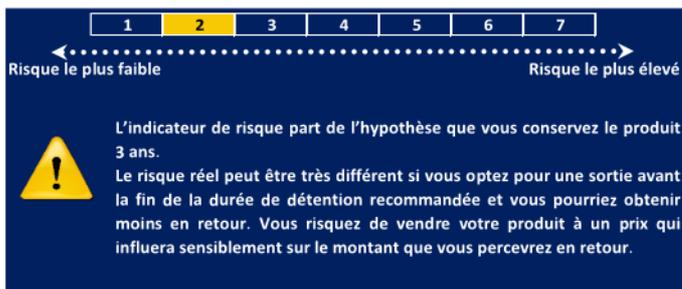
Dépositaire : CACEIS Bank

Le dernier prospectus et les derniers documents d'informations périodiques réglementaires, ainsi que toutes autres informations pratiques sont disponibles en français gratuitement auprès de la société de gestion sur simple demande écrite auprès de MONTPENSIER FINANCE, 58 avenue Marceau, 75008 PARIS, France, ou sur le site internet : www.montpensier.com. La valeur liquidative est disponible sur le site internet : www.montpensier.com.

L'investisseur a la faculté de transmettre ses ordres de souscription et de rachat chaque jour de valorisation avant 11h30, sauf éventuel délai spécifique convenu avec son établissement financier.

QUELS SONT LES RISQUES ET QU'EST-CE QUE CELA POURRAIT ME RAPPORTER ?

INDICATEUR DE RISQUE



Risque le plus faible ← → Risque le plus élevé

L'indicateur de risque part de l'hypothèse que vous conservez le produit 3 ans.
Le risque réel peut être très différent si vous optez pour une sortie avant la fin de la durée de détention recommandée et vous pourriez obtenir moins en retour. Vous risquez de vendre votre produit à un prix qui influera sensiblement sur le montant que vous percevrez en retour.

Risque(s) important(s) pour l'OPC non pris en compte dans cet indicateur :

- Risque de liquidité, les instruments financiers par nature suffisamment liquides, sont néanmoins susceptibles dans certaines circonstances, d'avoir un niveau de liquidité relativement faible.
- Risques liés aux instruments dérivés, qui utilisés en couverture ont pour conséquence de sous-exposer le fonds, et utilisés en exposition, de le sur-exposer.
- Risque de contrepartie, i.e. de défaillance d'une contrepartie la conduisant à un défaut de paiement.
- Risque de crédit, i.e. risque lié à la défaillance (impossibilité par l'émetteur de rembourser ou de verser les intérêts prévus), ou à la dégradation de notation des émetteurs.

Objet et principales limites de l'indicateur :

L'indicateur synthétique de risque (classé sur une échelle comportant 7 niveaux) permet d'apprécier le niveau de risque de ce produit par rapport à d'autres. Il indique la probabilité que ce produit enregistre des pertes en cas de mouvements sur les marchés ou d'une impossibilité de notre part de vous payer.

Nous avons classé ce produit dans la classe de risque 2, qui est une classe de risque basse. Autrement dit, les pertes potentielles liées aux futurs résultats du produit se situent à un niveau 2, faible, et si la situation venait à se détériorer sur les marchés, il est très peu probable, que la capacité du produit à vous payer en soit affectée.

La survenance de l'un de ces risques peut avoir un impact négatif sur la valeur liquidative.

Perte maximale possible de capital investi

Ce fonds ne prévoyant pas de protection contre les aléas de marché, vous pourriez donc perdre tout ou partie de votre investissement.

De plus amples informations sur les risques du fonds sont disponibles dans la rubrique "Profil de risque" du prospectus.

SCENARI DE PERFORMANCE

Les chiffres indiqués comprennent tous les coûts du produit lui-même, mais pas nécessairement tous les frais dus à votre conseiller ou distributeur. Ces chiffres ne tiennent pas compte de votre situation fiscale personnelle, qui peut également influencer sur les montants que vous recevrez.

Ce que vous obtiendrez de ce produit dépend des performances futures du marché. L'évolution future du marché est aléatoire et ne peut être prédite avec précision.

Les scénarios défavorable, intermédiaire et favorable présentés représentent des exemples utilisant les meilleure et pire performances, ainsi que la performance moyenne du produit au cours des dix dernières années. Les marchés pourraient évoluer très différemment à l'avenir. Le scénario de tensions montre ce que vous pourriez obtenir dans des situations de marché extrêmes.

Période de détention recommandée : 3 ans		Ce que vous pourriez obtenir si vous sortez après	
Exemple d'investissement initial de 10 000 EUR		1 an	3 ans *
Scénario Minimum	Il n'existe aucun rendement minimal garanti. Vous pourriez perdre tout ou une partie de votre investissement.		
Scénario de tensions	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	8 464 €	8 588 €
	Rendement annuel moyen	-15.4%	-4.9%
Scénario défavorable	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	8 531 €	8 588 €
	Rendement annuel moyen	-14.7%	-4.9%
Scénario intermédiaire	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	10 103 €	10 409 €
	Rendement annuel moyen	1.0%	1.3%
Scénario favorable	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	10 910 €	11 103 €
	Rendement annuel moyen	9.1%	3.5%

* Le scénario de tension montre ce que vous pourriez obtenir dans des situation de marché extrêmes. Dans le cas où le scénario de tensions serait plus favorable que le scénario défavorable, alors le scénario de tensions correspond au scénario défavorable.

* Le scénario défavorable est calculé pour un investissement utilisant un proxy approprié, sur une période allant de 9/2019 à 9/2022

* Le scénario modéré est calculé pour un investissement utilisant un proxy approprié, sur une période allant de 1/2018 à 1/2021

* Le scénario favorable est calculé pour un investissement utilisant un proxy approprié, sur une période allant de 8/2013 à 8/2016

QUE SE PASSE-T-IL SI MONTPENSIER FINANCE N'EST PAS EN MESURE D'EFFECTUER LES VERSEMENTS ?

Le produit est une copropriété d'instruments financiers et de dépôts distincte de la société de gestion de portefeuille. En cas de défaillance de cette dernière, les actifs du produit conservés par le dépositaire ne seront pas affectés. En cas de défaillance du dépositaire, le risque de perte financière du produit est atténué en raison de la ségrégation légale des actifs du dépositaire de ceux du produit.

QUE VA ME COÛTER CET INVESTISSEMENT ?

COÛTS AU FIL DU TEMPS

Il se peut que la personne qui vous vend ce produit ou qui vous fournit des conseils à son sujet vous demande de payer des coûts supplémentaires. Si c'est le cas, cette personne vous informera au sujet de ces coûts et vous montrera l'incidence de ces coûts sur votre investissement.

Les tableaux présentent les montants prélevés sur votre investissement afin de couvrir les différents types de coûts. Ces montants dépendent du montant que vous investissez, du temps pendant lequel vous détenez le produit. Les montants indiqués ici sont des illustrations basées sur un exemple de montant d'investissement et différentes périodes d'investissement possibles.

Nous avons supposé :

- qu'au cours de la première année vous récupérez le montant que vous avez investi (rendement annuel de 0 %). Que pour les autres périodes de détention, le produit évolue de la manière indiquée dans le scénario intermédiaire ;

- 10 000 EUR sont investis.

Investissement initial de 10 000 EUR	si vous vendez après 1 an	si vous vendez après 3 ans
Coûts totaux	327 €	594 €
Incidence des coûts annuels (RIY) par an*	-3.27%	-2.02% chaque année

* Par exemple, elle montre que si vous sortez à la fin de la période de détention recommandée (3 ans), il est prévu que votre rendement moyen par an, dans le cas d'un scénario intermédiaire, soit de 3.36% avant déduction des coûts et de 1.34% après cette déduction.

Le cas échéant, il se peut que nous partagions les coûts avec la personne qui vous vend le produit afin de couvrir les services qu'elle vous fournit. Cette personne vous informera du montant. Ces chiffres comprennent les coûts de distribution maximaux que la personne vous vendant le produit peut vous facturer (à l'entrée : 2.00 % du montant investi / 200.00 EUR ; à la sortie : 0.00 % du montant investi / 0.00 EUR).

COMPOSITIONS DES COÛTS

Ce tableau montre l'incidence sur le rendement par an		Si vous sortez après 1 an
Coûts ponctuels à l'entrée ou à la sortie		
Coûts d'entrée	2.0% du montant que vous payez au moment de l'entrée dans l'investissement. Il s'agit d'un montant maximum. Votre intermédiaire financier vous informera du montant effectivement prélevé.	Jusqu'à 200 EUR
Coûts de sortie	Il n'y a pas de frais de sortie prévus sur cet OPC mais votre intermédiaire financier peut en prélever.	Jusqu'à 0 EUR
Coûts récurrents prélevés chaque année		
Frais de gestion et autres frais Administratifs et d'exploitation	0.92% par an du montant investi. Il s'agit d'une estimation utilisant un proxy approprié.	92 EUR
Coûts de transaction de portefeuille	0.35% par an de la valeur de votre investissement. Il s'agit d'une estimation des coûts encourus lorsque nous achetons et vendons les investissements sous-jacents au produit. Le montant réel varie en fonction des quantités que nous achetons et vendons.	35 EUR
Coûts accessoires prélevés sous certaines conditions spécifiques		
Commissions liées aux résultats	L'incidence des commissions liées aux résultats. Nous prélevons cette commission sur votre investissement si le produit surpasse son indice de référence [15% TTC de la performance du Fonds au-delà de la performance de l'indice de référence]. Des commissions de surperformance peuvent être perçues en cas de performance absolue négative du Fonds. Le montant réel varie en fonction de la performance de votre investissement. L'estimation ci-contre a été calculée sur les 5 dernières années sur la base des données historiques constatées ou d'un proxy approprié.	0 EUR

COMBIEN DE TEMPS DOIS-JE LE CONSERVER ET PUIS-JE RETIRER L'ARGENT DE FACON ANTICIPÉE ?

Période de détention recommandée : 3 ans

Ce produit est destiné à un investissement de long terme. Vous devez être prêts à le détenir au moins 3 ans. Cependant, vous pouvez demander le remboursement de votre investissement sans pénalité à tout moment durant cette période, ou encore le conserver plus longtemps (si vous optez pour une sortie avant la fin de la durée de détention recommandée, vous pourriez obtenir un rendement inférieur en retour, voire une perte plus importante).

Vous pouvez racheter vos parts de ce produit sur une base quotidienne en conformité avec les termes spécifiés dans le prospectus.

COMMENT PUIS-JE FORMULER UNE RECLAMATION ?

En cas de difficultés inattendues concernant la compréhension, la négociation ou le traitement du produit, vous pouvez contacter directement Montpensier Finance.

Adresse Postale : 58 avenue Marceau - 75008 PARIS - FRANCE.

Site internet : www.montpensier.com - adresse e-mail : reclamations@montpensier.com

En cas de rejet ou de refus de faire droit en totalité ou partiellement à sa réclamation, les coordonnées du médiateur compétent, celui de l'Autorité des marchés financiers figurent ci-après :

Médiateur de l'AMF : Autorité des marchés financiers - 17, place de la Bourse - 75082 Paris cedex 02

<http://www.amf-france.org/Le-mediateur-de-l-AMF/Presentation.html>

AUTRES INFORMATIONS PERTINENTES

Les risques énoncés dans le présent document mettent en évidence certains des risques liés à l'investissement dans ce produit, mais pas tous. Avant de prendre une quelconque décision d'investissement, vous devez vous assurer que vous comprenez parfaitement les risques liés à ce produit et demander un avis professionnel si nécessaire. Les autres risques et les termes intégraux du produit sont énoncés dans le Prospectus relatif à l'émission du produit, tel que complété et amendé en tant que de besoin.

Un mécanisme de swing pricing a été mis en place par la Société de Gestion dans le cadre de sa valorisation (cf profil de risque et de rendement et prospectus). Le règlement intervient trois jours ouvrés après la demande.

Un mécanisme de plafonnement de rachats "Gates" peut être mis en oeuvre par la Société de Gestion. Pour plus d'information sur ce mécanisme, veuillez vous reporter à la rubrique «Plafonnement des rachats "Gates" » du prospectus et à l'article 3 "Emission et rachat des parts" du règlement du FCP disponibles sur le site internet : montpensier.com.

Les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) sont une des composantes de la gestion, mais leur poids dans la décision finale n'est pas défini en amont.

Le Fonds promeut des caractéristiques environnementales et/ou sociales au sens de l'article 8 du Règlement SFDR.

Compte tenu de l'intégration de critères ESG dans son objectif de gestion, le fonds prend actuellement un engagement d'alignement du portefeuille sur la taxonomie européenne minimal de 0%.

Les informations relatives à la finance durable sont disponibles sur la page dédiée du fonds sur le site internet montpensier.com

Le Prospectus est disponible sur www.montpensier.com et peut être mis à jour de temps en temps.

De plus amples informations sur l'OPC figurent dans le Prospectus de l'OPC, ainsi que dans les états financiers annuels et intermédiaires de l'OPC.

2. CHANGEMENTS INTÉRESSANT L'OPC

CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DE L'EXERCICE

- Création du fonds : 29 août 2023
- Création de la part ID : 15 décembre 2023
- Prise en compte des critères ESG (Environnement, Social, Gouvernance) qui s'appuie sur des exclusions sectorielles et normatives, en remplacement d'une approche en sélectivité. Corrélativement, la prise en compte des critères ESG dans le cadre du processus d'investissement passe d'une communication centrale à une communication réduite : 29 novembre 2023

CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS DEPUIS LA CLÔTURE

- N/A

ENVIRONNEMENT ET MARCHES FINANCIERS

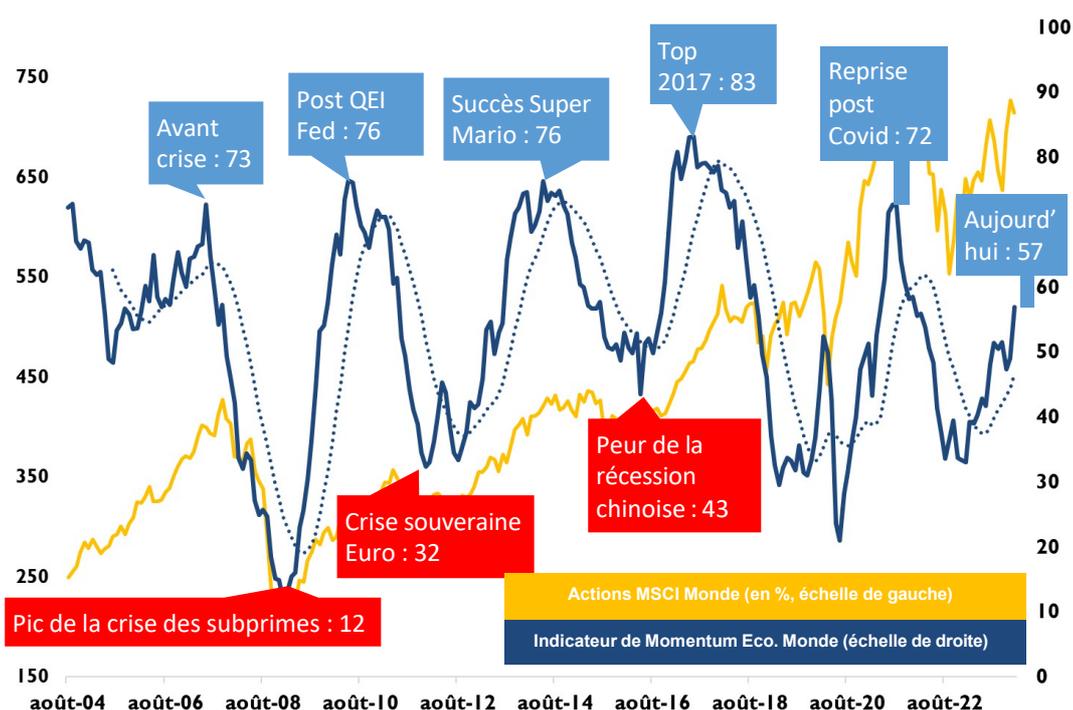
Croissance mondiale

Après un premier semestre marqué par les craintes de récession et les conséquences du très fort resserrement des conditions monétaires sur la stabilité du système financier international, le second semestre 2023 a été dominé par la déception quant à la vigueur de la croissance chinoise malgré une stabilisation en fin d'année, par le retour du risque géopolitique, et par les anticipations de baisses de taux d'intérêt dans le sillage de la nette détente des indices d'inflation.

Alors que l'année avait débuté sous de bons auspices avec l'espoir d'une puissante relance en Chine après la fin du zéro CoVid, la déception quant à la vigueur de celle-ci n'a fait que se renforcer au fil des mois.

L'absence de réelle traction chinoise et les effets progressifs du resserrement monétaire généralisé n'a pas empêché un net redressement du Momentum Economique Mondial à partir de la fin du premier trimestre, grâce à la vigueur jamais démentie de l'économie américaine, portée à la fois par l'optimisme inébranlable du consommateur d'Outre-Atlantique, et par un puissant soutien budgétaire fédéral, qui a permis en particulier aux investissements manufacturiers de se relancer avec force tout au long de l'année.

LE MOMENTUM ECO MONDE REMONTE EN 2023



L'indicateur de momentum économique prend en compte les dernières publications du chômage, des ventes de détail, de la balance commerciale, de l'indicateur avancé du PIB, de la confiance du consommateur, du PMI, de la confiance économique et de la production industrielle.

Tandis que le gel du front de la guerre en Ukraine semble avoir stabilisé la situation à l'Est de l'Europe, les soudaines tensions au Moyen-Orient après les attentats du 7 octobre en Israël, sont venues rappeler aux investisseurs l'importance de cette région du Monde pour l'approvisionnement énergétique de la planète et pour le commerce mondial. Même si, à ce stade, les conséquences économiques semblent demeurer limitées, la situation reste sous très haute surveillance.

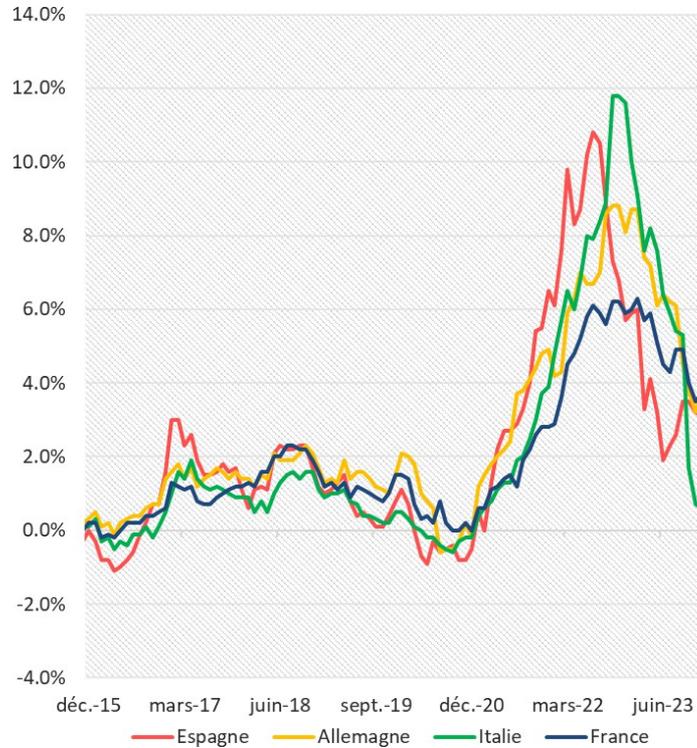
L'absence de tension sur les prix du pétrole en dépit des craintes géopolitiques, a facilité la poursuite de la baisse des indices d'inflation en Europe comme aux Etats-Unis. L'atteinte du seuil des 2% de progression des prix semble désormais à portée de main. Cette nette détente de la dynamique des prix mondiaux, en dépit des craintes toujours présentes d'une possible résurgence, a permis aux banques centrales de laisser envisager une prochaine baisse de leurs taux directeurs en 2024, ce qui pourrait constituer un important support pour la croissance mondiale.

Aux États-Unis, l'emploi reste solide malgré une normalisation rapide en fin de période, ce qui conforte le consommateur américain et permet toujours d'espérer un atterrissage en douceur de l'activité alors que le secteur manufacturier est sous pression malgré la forte progression des investissements, dopés par les plans de soutien de l'administration Biden. Les services résistent également et demeurent un des rares secteurs où la pression inflationniste persiste. Après le puissant signal d'alarme de la faillite le 10 mars dernier, de Silicon Valley Bank, le secteur financier s'est stabilisé, et devrait profiter de la détente des conditions de financement. Reste que l'année qui vient sera rythmée par les turbulences autour de l'élection présidentielle de novembre prochain et du possible retour d'un Trump revanchard.

En Chine, après la fin du zéro-CoVid, la reprise a été franchement décevante, entravée par les difficultés toujours très importantes du secteur immobilier et par l'atonie de la demande interne qui n'a pu être compensée par le moteur des exportations en raison de la baisse de la dynamique mondiale. Un plan de relance fiscale serait à même de redonner confiance au pays et redonner l'envie aux investisseurs étrangers de revenir, en dépit de la volonté de reprise en mains de larges pans de l'économie par les autorités politiques. Le temps presse et la pression sociale pourrait forcer la main au pouvoir de Pékin alors que le chômage, à 6,6%, est en forte progression.

Après une période d'inflation élevée, le Vieux Continent connaît désormais une décre rapide de la dynamique des prix, bien que les indices « cœur » demeurent nettement au-dessus de l'objectif des 2% de la BCE, ce qui incite à la prudence quant à la rapidité des baisses de taux attendus par le marché.

L'INFLATION REBAISSE EN ZONE EURO



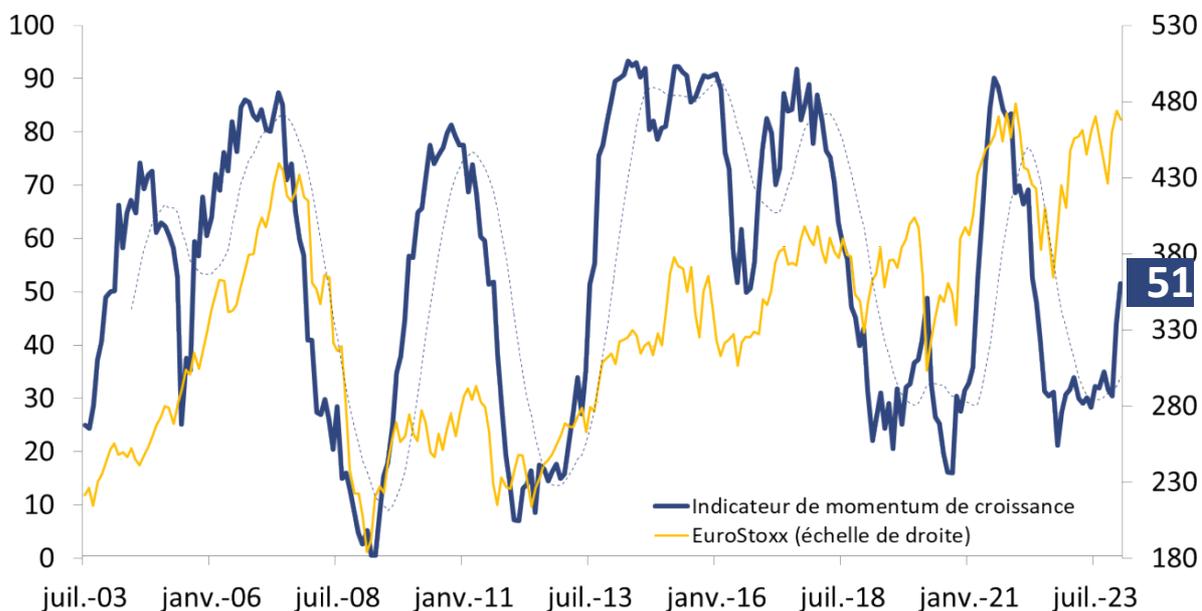
CPI des pays de la Zone Euro



Source : Bloomberg / Montpensier Finance au 31 Décembre 2023

La préoccupation principale du Vieux Continent est d'éviter une récession trop prononcée en 2024. Dans le sillage de l'Allemagne, dont le ralentissement était déjà très net en début d'année, avec une croissance à l'arrêt fin 2023, ce sont tous les grands pays de l'Union qui cherchent à prévenir que la récession manufacturière qui s'annonce ne contamine les très importants secteurs des services. Le marché de l'emploi, encore résistant, et un soutien budgétaire qui demeure élevé, devrait néanmoins permettre d'éviter un plongeon trop marqué de l'activité.

LE MOMENTUM ECONOMIQUE EST FAIBLE EN ZONE EURO



L'indicateur de momentum économique prend en compte les dernières publications du chômage, des ventes de détail, de la balance commerciale, de l'indicateur avancé du PIB, de la confiance du consommateur, du PMI, de la confiance économique et de la production industrielle.

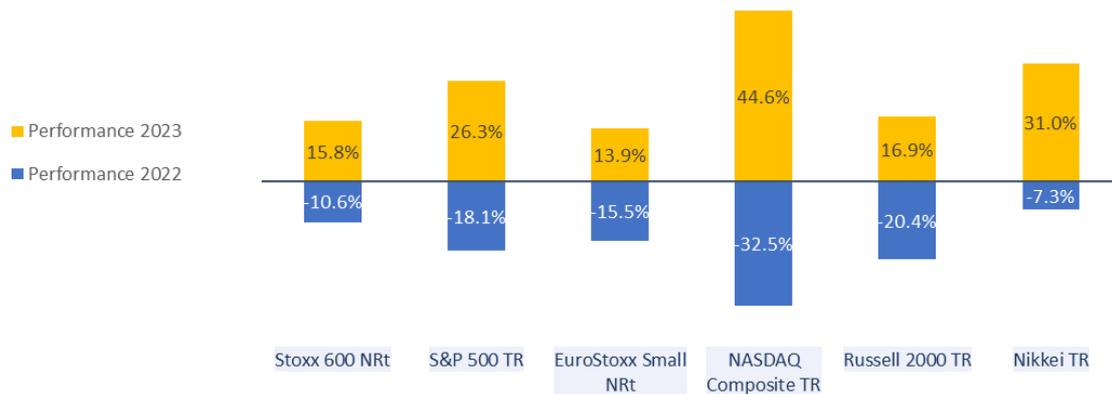


Source : Bloomberg / Montpensier Finance au 09 Janvier 2024

Marchés actions

Après une année 2022 qui restera historiquement difficile pour tous les grands indices avec une baisse de 18,1% pour le S&P500, de 9.5% pour l'Eurostoxx50, de 18.1% pour le MSCI World et même de 32.7% pour le Nasdaq, 2023 a été l'occasion d'un net rebond.

Au 31 décembre, l'indice S&P500 a ainsi progressé de 26.3% depuis le début de l'année, le Stoxx600 enregistre une performance de 15.8% et les actions de moyennes capitalisations de 16.9% pour le Russell 2000 et de 13.9% pour l'EuroStoxx Small. Après sa très forte chute de l'an passé, le Nasdaq a enregistré un gain tout aussi symétriquement spectaculaire, de 44,6% compensant néanmoins à peine la baisse de l'année précédente.



Source : Bloomberg / Montpensier Finance au 31 Décembre 2023

En Europe, après le très fort resserrement des conditions financières du premier semestre, le discours progressivement plus apaisant de la BCE, a permis aux marchés actions de progresser rapidement au dernier trimestre. Malgré les craintes de ralentissement économique faute de visibilité sur une possible relance en Chine, les valeurs du luxe ont résisté, mais ce sont surtout les entreprises de croissance bénéficiant de la baisse des taux d'intérêt qui ont porté la cote.

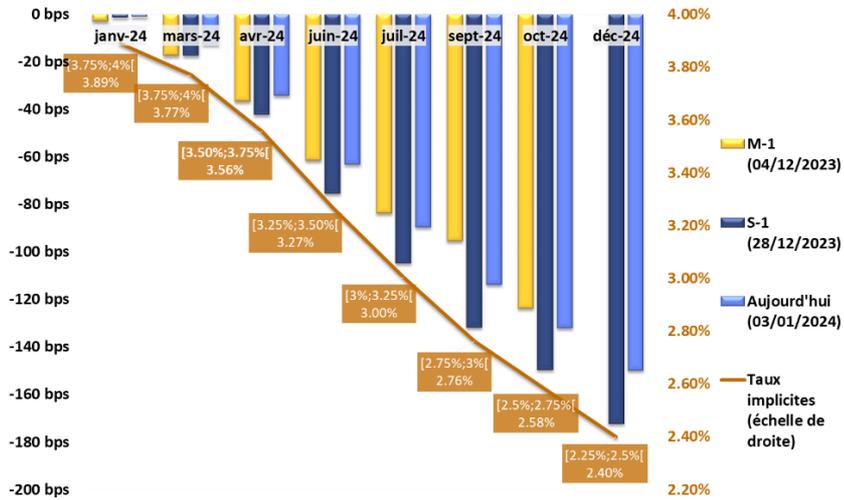
Aux Etats-Unis, les indices ont profité de l'engouement autour des sujets de l'intelligence artificielle qui a permis aux géants de la technologie de poursuivre leur ascension. Après ce rebond, les niveaux de valorisations sont légèrement au-dessus de leur moyenne historique en Europe. Les marchés européens restent très décotés par rapport à leurs homologues d'Outre-Atlantique dont la valorisation est à des niveaux records, en particulier pour le Nasdaq.

Le marché japonais a consolidé ses gains avec une légère hausse au second semestre après avoir progressé très significativement en première partie d'année. L'indice Nikkei marque pour cette année une progression de plus de 30%, au plus haut depuis 1990, même si le record à près de 39000 points de décembre 1989 est encore à distance. Après avoir profité de la baisse du Yen au premier semestre, Les entreprises japonaises ont été portées par la reprise de l'activité en Asie, ainsi que de la recherche de stabilité géopolitique de la part des investisseurs internationaux, dans une zone toujours en proie à de fortes tensions et avant l'élection présidentielle à Taiwan le 13 janvier 2024.

Le principal enseignement de cette période a été la surprenante résistance des bénéfices des entreprises, alors que l'environnement de crédit est plus tendu, que les pressions salariales et l'inflation ont fait monter les coûts de production et que les craintes d'un ralentissement économique prononcé pèsent sur le moral des décideurs. De la poursuite de ce phénomène dépendra le futur comportement des marchés en 2024. A ce stade, le consensus demeure encourageant pour 2024.

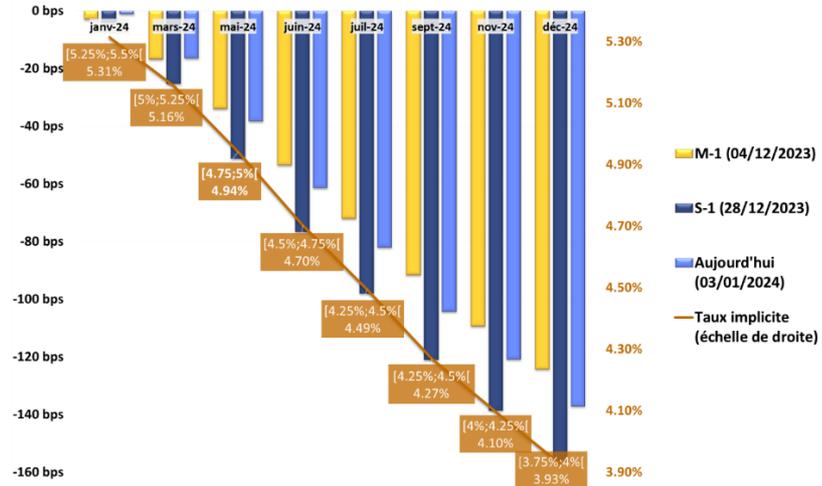
L'autre incertitude majeure pour le début de l'année qui s'ouvre, reste l'attitude des Banques Centrales au regard des attentes des marchés après ce qui a été considéré comme un « pivot » majeur de la Fed le 13 décembre dernier. Leurs attentes sont indubitablement très élevées avec au moins l'équivalent de 6 baisses de taux de 25 bps anticipées cette année et un début du processus dès la fin du premier trimestre. Il faudra suivre avec attention à la fois les indicateurs d'inflation et la suite de la normalisation du marché de l'emploi aux Etats-Unis pour ajuster les anticipations. Un allègement rapide des conditions financières serait un puissant soutien aux marchés actions.

BCE : BAISES ET HAUSSES DE TAUX ATTENDUES



Source : Bloomberg / Montpensier Finance au 3 Janvier 2024

FED : BAISES ET HAUSSES DE TAUX ATTENDUES



Source : Bloomberg / Montpensier Finance au 3 Janvier 2024

Les rotations sectorielles demeurent une constante du marché, les investisseurs privilégiant alternativement les valeurs les moins sensibles à la hausse des coûts de financement puis, au fur et à mesure de l'année, celles à l'inverse qui profiteraient d'une détente des taux, celles capables de résister au ralentissement anticipé de l'économie mondiale tout en profitant de la résistance des marchés de l'emploi et de la consommation, ou, plus généralement celles ayant démontré leur solidité financière et leurs capacités à préserver leurs marges.

Seule exception : les valeurs technologiques liées à l'intelligence artificielle ont été recherchées tout au long de l'année, ces nouveaux outils étant porteurs de la promesse d'une accélération de gains de productivité, pilier majeur d'une possible croissance non-inflationniste. D'une façon plus générale, à l'intérieur de ces rotations, les business modèles de qualité ont toujours été privilégiés, alors que la résilience et l'agilité restent cette année des valeurs cardinales de l'investissement.

Les marchés émergents, qui avaient souffert en 2022 de la volatilité de l'environnement économique, ont profité de l'effritement du dollar en fin d'année, de la résistance de la croissance mondiale à l'exception de la Chine, et du ralentissement du rythme général des hausses de taux sur la planète, pour rebondir.

Le MSCI Emerging Market termine ainsi à fin décembre en hausse de près de 10%. Sans même prendre en compte les différentes évolutions des devises locales, les performances sont néanmoins très hétérogènes, entre les difficultés de la Chine à relancer son économie – qui expliquent un CSI 300 en baisse de plus de 9% sur l'année – et le dynamisme de l'Inde – en hausse de 20% qui profite du dynamisme de la consommation locales et des relocalisations régionales.

ÉVOLUTION DU MSCI EM DNR DEPUIS LE 1ER JANVIER 2022 (EN DOLLAR)



Source : Bloomberg / Montpensier Finance au 31 Décembre 2023

Le cas chinois est significatif de la volatilité du sentiment des investisseurs l'année passée. Le secteur manufacturier souffre car la dynamique mondiale n'est pas au niveau attendu et la relance des investissements et de l'immobilier ne produit pas les effets escomptés. Mais le premier semestre n'a pas été uniformément négatif car en parallèle, la consommation des services – en particulier liés au tourisme - et des produits de luxe est restée au rendez-vous ce qui a permis aux indices de résister en première partie d'année. En revanche, l'absence persistante de dynamique interne et le manque de lisibilité sur les intentions réelles des autorités de Pékin, ont affecté les marchés du continent comme ceux de Hong Kong au second semestre et ont fait une nouvelle fois baisser les indices.

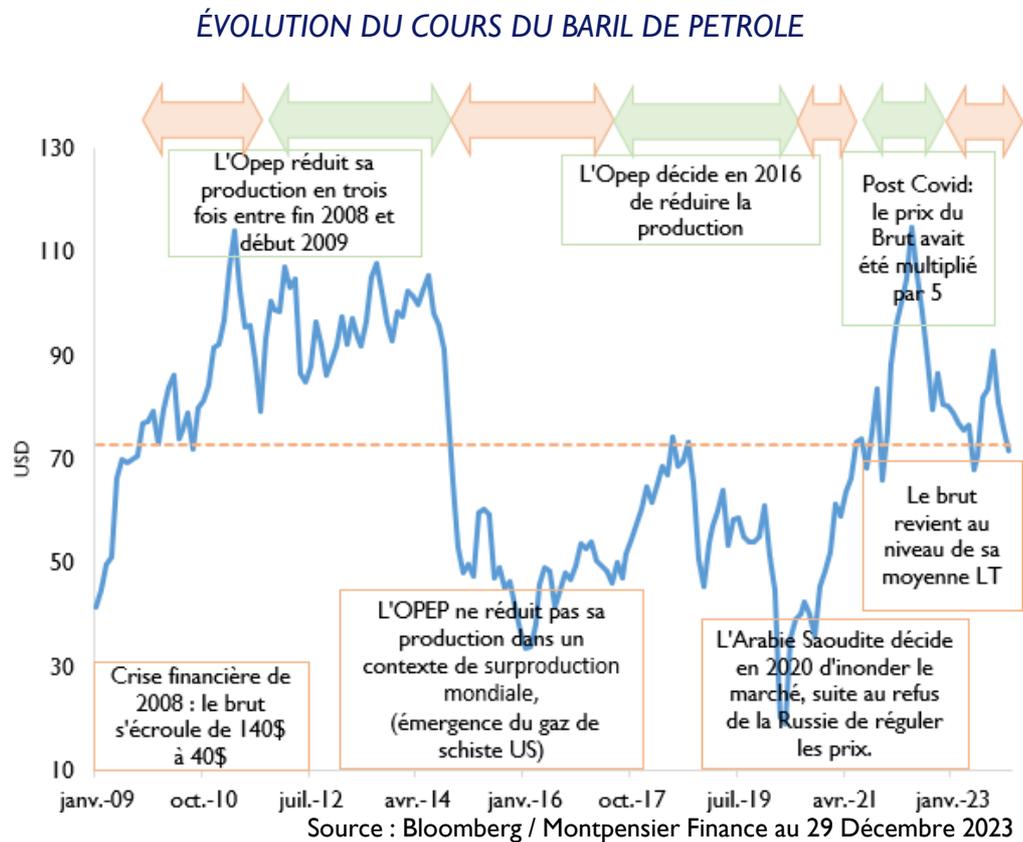
CHINE : ÉVOLUTION DU CSI 300 DNR DEPUIS LE 1ER JANVIER 2018 (EN CNY)



Source : Bloomberg / Montpensier Finance au 29 Décembre 2023

Matières premières

Après les fortes fluctuations de 2022, et malgré les tensions dans le Golfe au dernier trimestre les prix de l'énergie ont été orientés à la baisse cette année en raison des doutes sur la poursuite de la dynamique économique mondiale et de la progression supérieure aux attentes de la production pétrolière américaine, en particulier dans le bassin du Permian. Le brut léger américain, après avoir terminé 2022 à 80\$, a ainsi terminé la période à 72 dollars le baril, malgré les efforts de l'OPEP et de la Russie pour faire soutenir les cours.



L'électricité européenne, après la forte volatilité de 2022, est revenue en dessous de 50\$ le Mwh, soit à des niveaux proches, voire inférieurs aux cours pré-pandémie.

A court et moyen terme, les tensions géopolitiques, les prévisions de températures pour les derniers mois de l'hiver dans l'hémisphère nord et l'évolution de la croissance mondiale, continueront de dicter les évolutions du prix de l'énergie. La situation semble stabilisée pour le début de l'année en Europe, grâce à un approvisionnement sécurisé en GNL cet hiver et à des stocks de gaz très élevés – supérieurs à 80%. – à la fin décembre 2023.

A plus long terme les prix seront toujours dépendants de la capacité des États et des entreprises énergétiques à développer rapidement à la fois les énergies renouvelables, le parc nucléaire et l'efficacité des réseaux, tout en poursuivant les efforts de sobriété et en veillant à maintenir autant que nécessaire les infrastructures de production existantes sur le chemin de la décarbonation des activités.

Les prix des métaux industriels sont restés marqués par les craintes de ralentissement économique mondial bien que le maître mot du second semestre ait été la stabilité pour le premier d'entre eux, le cuivre, qui, après avoir nettement progressé en tout début d'année, passant au-dessus de 400\$ la tonne grâce aux espoirs d'un fort redémarrage en Chine, s'est légèrement effrité pour terminer l'année à 390\$. L'aluminium a profité des craintes sur le niveau de stocks en Chine pour s'apprécier en fin de période et revenir sur ses niveaux de début d'année. Affecté par les craintes de ralentissement mondial, le prix du fret maritime avait lui aussi nettement corrigé jusque début décembre pour se stabiliser en dessous de ses niveaux pré-pandémie, avant que les craintes sur la sécurité en Mer Rouge ne viennent renchérir les tarifs en

toute fin d'année.

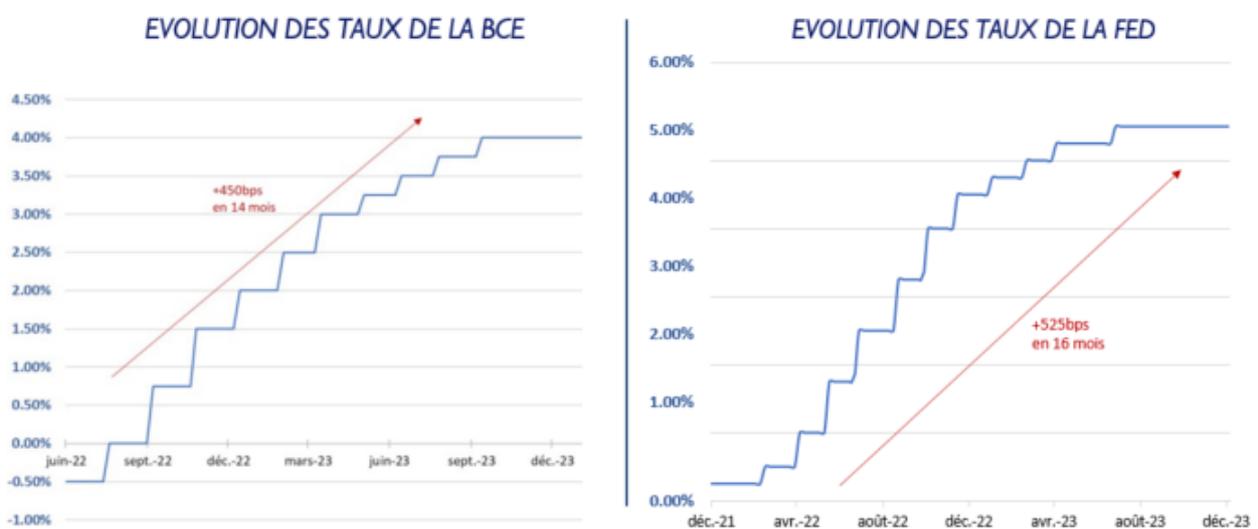
L'or a profité des espoirs d'une prochaine pause dans les hausses de taux mondiales, ainsi que des tensions géopolitiques, pour battre son plus haut historique à 2135\$ l'once début décembre 2023 et de terminer tout proche de cette marque, à 2063\$ l'once.

Après le grand hiver cryptos de 2022, le bitcoin, ainsi que l'ensemble des cryptos actifs, a repris des couleurs cette année, bénéficiant du retour en grâce du secteur de la technologie auprès des investisseurs, d'une accalmie sur le plan réglementaire, et de la perspective d'une baisse des taux réels. La hausse a été spectaculaire sur la deuxième partie de l'année puisqu'après avoir terminé 2022 sous les 17 000\$, et clôturé le premier semestre légèrement au-dessus de 30 000\$, le bitcoin finit 2023 à 42 000\$!

Banques centrales, taux d'intérêt, parités de change

Après la forte poussée des prix jusqu'au troisième trimestre 2022 les banques centrales ont poursuivi jusqu'en septembre leurs marches forcées vers le resserrement monétaire en mettant en œuvre, des deux côtés de l'Atlantique, la remontée des taux la plus rapide depuis celle du début des années 80, avant de baisser un peu de ton en fin d'année, laissant espérer une approche plus accommodante en 2024.

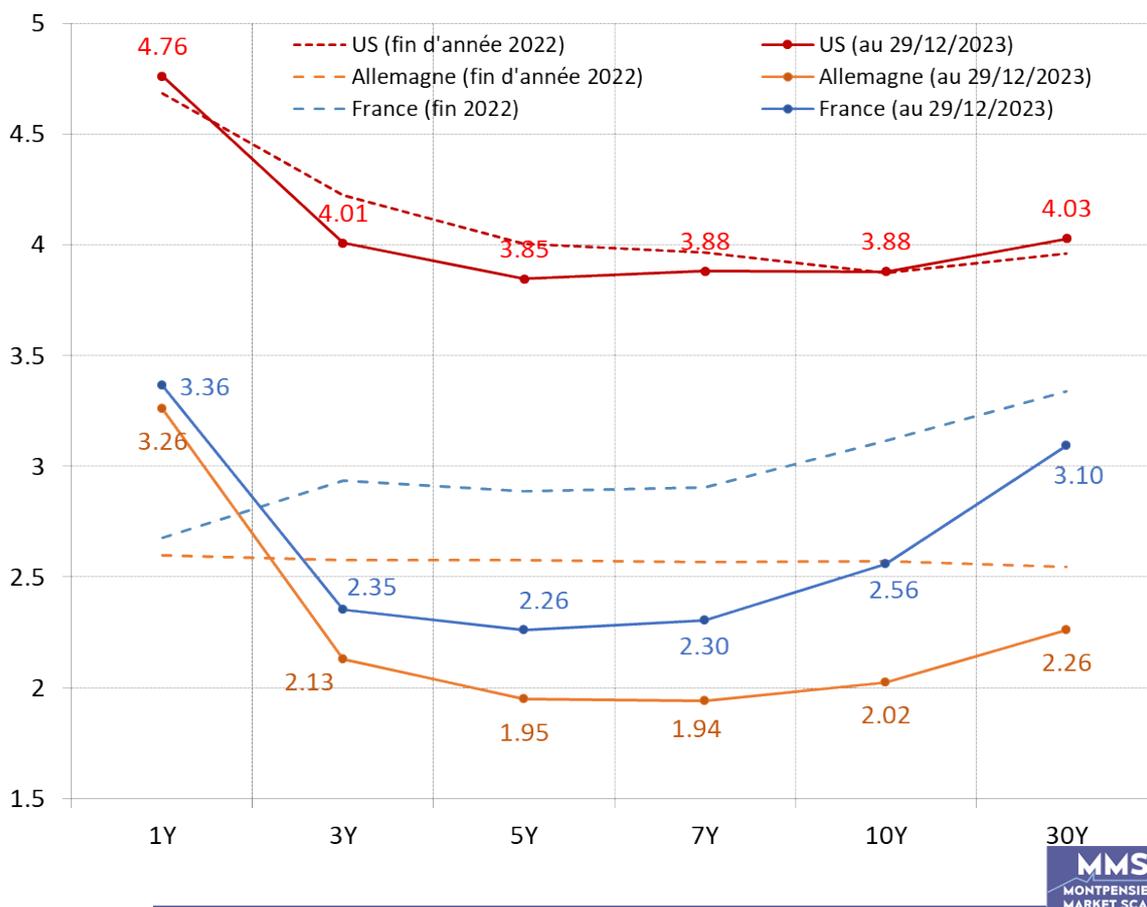
Après avoir déjà très fortement monté en 2022, les taux de référence ont ainsi continué leur hausse à un rythme à peine ralenti, passant en à peine plus de dix-huit mois an de 0,25% à 5,50% aux États-Unis et de - 0,5% à 4,00% en Europe. Les taux à plus long terme n'ont pas suivi ce mouvement. Anticipant un pivot rapide des banquiers centraux en 2024, le taux à 10 ans américain termine fin décembre, à 3,88%, inférieur de plus de 140 bps au taux à trois mois. L'inversion des courbes de taux des deux côtés de l'Atlantique signale que, pour les investisseurs, la probabilité d'une récession dans les six prochains mois augmente.



Source : Bloomberg / Montpensier Finance au 05 Janvier 2024

Illustrant cette incertitude, en Europe, le 10 ans français a ainsi fini l'année à 2,56%, très nettement au-dessous de sa marque de 3,11% de fin décembre 2022 et bien en dessous du taux de dépôt de la BCE. Et la référence européenne, le Bund à 10 ans suivait ce schéma, à 2.02% au 31 décembre.

LES TAUX ALLEMANDS ET AMERICAINS SE SONT STABILISES EN 2023



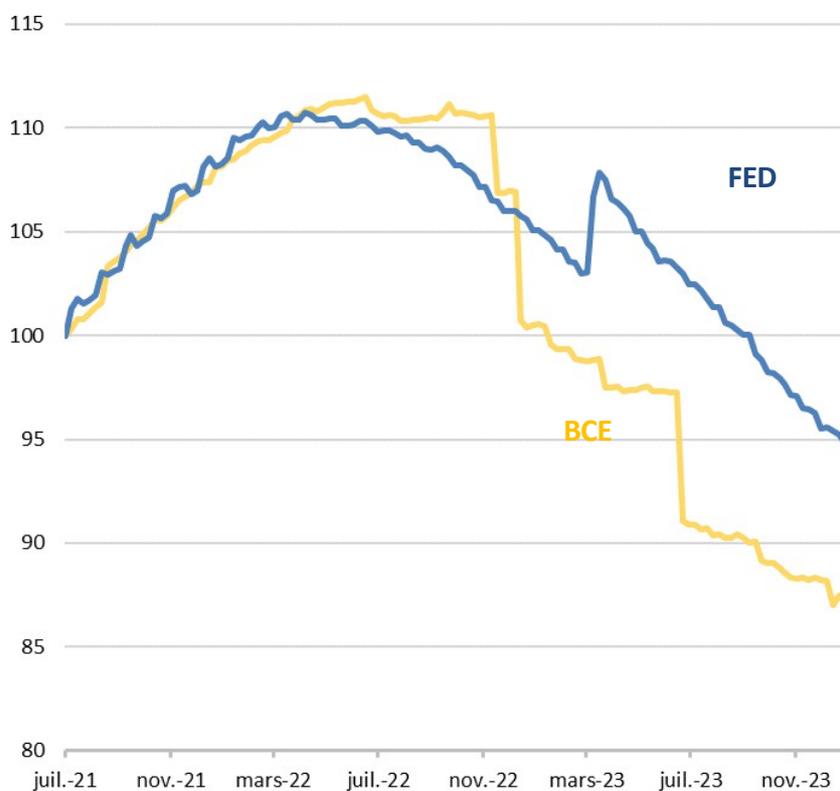
Source : Bloomberg / Montpensier Finance au 29 Décembre 2023

La visibilité sur l'évolution du paysage monétaire est particulièrement faible en ce début d'année. Lors des dernières réunions de politique monétaire des grandes banques centrales, la Fed a clairement ouvert la voie à de futures baisses de taux mais sans engagement précis tandis que la BCE maintenait une position très prudente. Les marchés ont fortement anticipé les baisses de taux, d'autant que les doutes persistent sur la poursuite d'une solide dynamique économique mondiale.

Au regard de la baisse désormais très marquée des indices d'inflation – quoique toujours largement au-dessus de la marque « totem » des 2% - l'articulation de la prudence atavique des banquiers centraux avec les anticipations des marchés et la menace d'une récession, pourrait faire naître des tensions au sein des instances de décision des grandes institutions monétaires dès le début de 2024. Il faudra également surveiller la BoJ, la banque centrale japonaise ayant admis, à demi-mots, que la fin de sa politique de soutien monétaire tous azimuts, approchait de son terme. Un tel changement nécessitera de procéder avec beaucoup de précaution tant le caractère ultra-accommodant de la politique monétaire du Soleil Levant est ancré depuis longtemps dans l'esprit des investisseurs du monde entier.

En Europe comme aux États-Unis, la diminution du bilan des deux Banques Centrales s'est également poursuivie, et s'est même accélérée au second semestre. Le pilotage de la suite de ce processus sera un des éléments clés à suivre sur 2024 car les bilans restent très importants : ils représentent encore plus de 30% du PIB de la zone d'activité de la Banque Centrale aux États-Unis et plus de 52% en Europe.

LES BILANS DES BANQUES CENTRALES SE DEGONFLENT

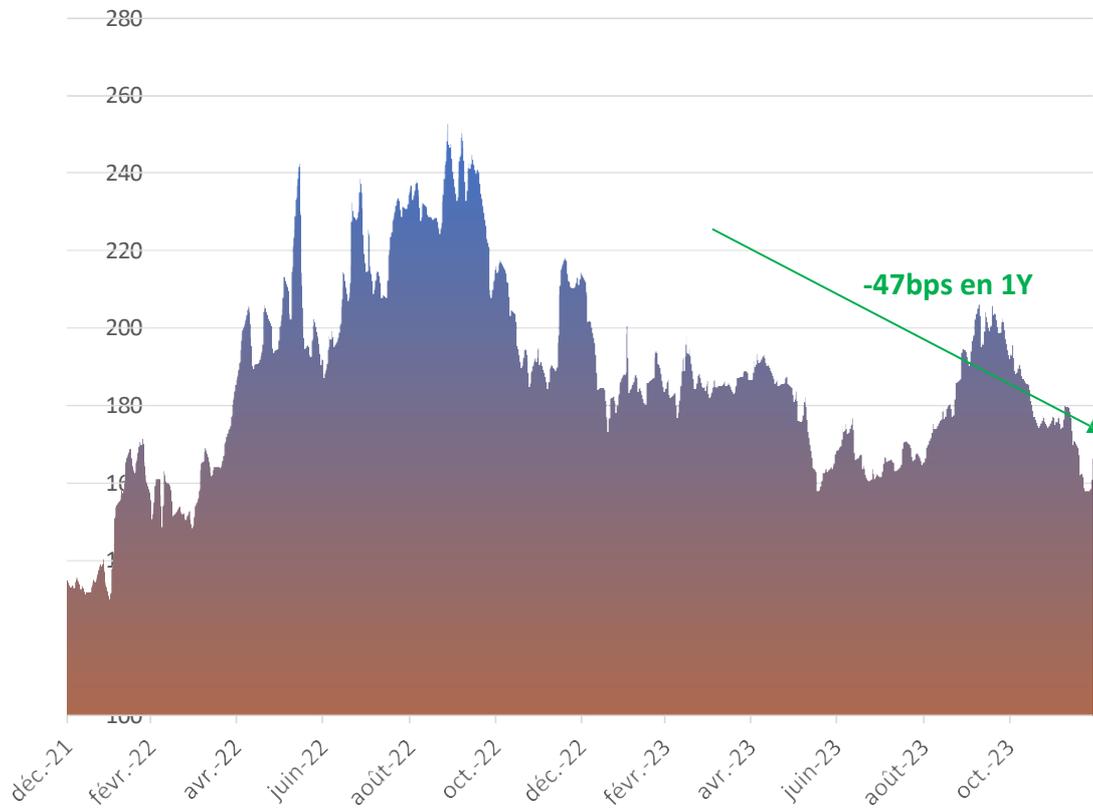


MMS
MONTPENSIER
MARKET SCAN

Source : Bloomberg / Montpensier Finance au 10 Janvier 2024

Sur le Vieux Continent, les regards restent, comme souvent dans ce contexte, rivés sur les écarts de taux entre les différentes dettes souveraines afin de mesurer le stress des investisseurs quant à l'avenir de la zone euro. L'Italie, au premier plan des préoccupations traditionnelles des investisseurs, n'inspire pas d'inquiétude majeure à ce stade avec un écart de taux entre les BTP et le Bund stabilisé autour de 170bps depuis six mois. Reste désormais à éviter une mauvaise surprise sur la France, qui a échappé en 2023 à une dégradation supplémentaire de sa dette mais reste sous pression des agences de notation.

LE SPREAD BTP/BUND 10 ANS SE RESSERRE



Source : Bloomberg / Montpensier Finance au 29 Décembre 2023

Sur le front des changes, malgré les fluctuations liées aux perspectives de croissance différentes en Europe et aux Etats-Unis ainsi qu'à des perspectives de desserrement monétaire plus fortes de l'autre côté de l'Atlantique en fin d'année, c'est finalement une grande stabilité qui a prévalu, avec un taux de change à 1,10 dollar pour un euro le 31 décembre, très proche du taux de 1,07 atteint en fin d'année 2022 et encore davantage de la marque de 1,09 dollar pour un euro du 30 juin dernier.

Après les espoirs de relance et de réouverture du pays fin 2022 qui avaient permis à la monnaie chinoise de se stabiliser juste en dessous du seuil de 7 Yuans pour un Dollar, les doutes croissants sur la marche économique de l'Empire du Milieu ont conduit à une dégradation progressive du taux de change. Après un plus bas de l'année autour de 7,34 Yuan pour un dollar, qui semble un nouveau seuil symbolique significatif pour les autorités du pays, le soutien de ses partenaires de commerce extérieur ainsi que la stabilisation des perspectives économiques, quoiqu'à des niveaux peu encourageants, a permis à la devise de renouer en fin d'année, avec les 7,10 yuans pour un dollar.

GRAPHE HISTORIQUE DU YUAN/DOLLAR



Source : Bloomberg / Montpensier Finance au 29 Décembre 2023

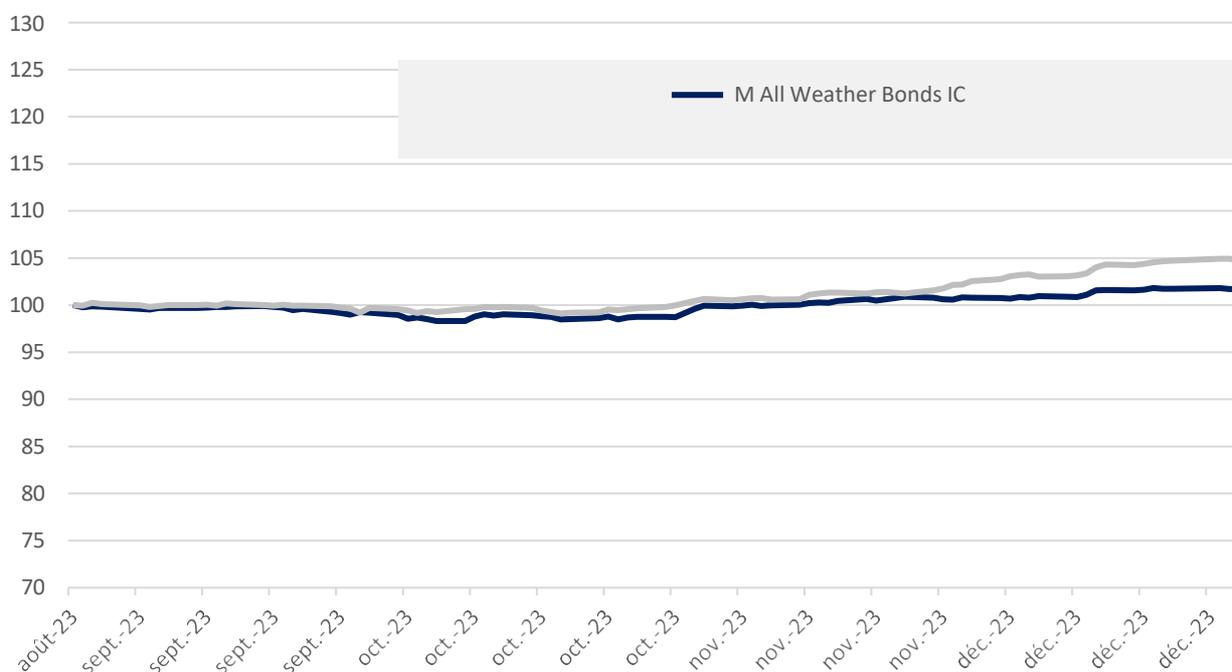
- **Données et Performances de Indice Composite au 29 décembre 2023**

Taille du FCP : 52.86 millions d'euros

		29/08/2023	29/12/2023
Valeur liquidative part IC (€)		250.00	254.34
	<i>Performance annuelle</i>		1.74%
Valeur liquidative part ID (€)		-	250.37
	<i>Performance annuelle</i>		-
Valeur liquidative part RC (€)		150.00	152.21
	<i>Performance annuelle</i>		1.47%
Indice Composite M All Weather Bonds (70% QW5A + 20% IBOXXMJA + 10% OISESTR)		139.09	145.65
	<i>Performance annuelle</i>		4.72%

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

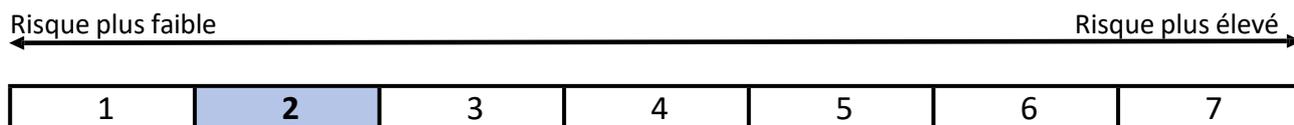
L'OPC a été créé le 29 août 2023 (part IC et RC). La part ID a été créée le 15 décembre 2023.



Source : Bloomberg / Montpensier Finance

Les chiffres cités ont trait aux années écoulées
 Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures.

Indicateur synthétique de risque :



L'indicateur de risque repose sur l'hypothèse que l'OPC est détenu pendant la durée de détention recommandée. Le risque réel peut varier significativement en cas de rachat anticipé et l'investisseur peut encourir un rendement inférieur en retour, voire une perte plus importante.

- **Risque global au 29/12/2023**

Le risque global du FCP calculé selon la méthode du calcul de l'engagement est de 49.92%

- **Exposition indicative et évolution de l'actif net**

Au 29/12/2023, le fonds est exposé à hauteur de 7.99% en Obligations

	29/08/2023	29/12/2023	Variation
Actif Net Total	30 501 500.00	52 864 368.39	73.32%
Nombre de parts IC	122 000.0000	126 700.0000	
ANC	30 500 000	32 225 760	
Nombre de parts ID		40 010.0000	
ANC		10 017 325	
Nombre de parts RC	10.0000	69 780.2800	
ANC	1 500	10 621 283	

L'OPC a été créé le 29 août 2023 (part IC et RC). La part ID a été créée le 15 décembre 2023.

- **Caractéristiques quantitatives indicatives**

	29/08/2023	29/12/2023
Modified duration	-	2.08
dont ob. Indéchées Inflation	-	2.65
Yield to worst	-	2.96%
Spread to Govt	-	105
Delta Action (O.C.)	-	1.38

- **Principaux mouvements de la période**

Les principaux achats (hors OPC monétaires) réalisés en solde net (achats - ventes) du 29/08/2023 au 29/12/2023 sont les suivants (par ordre décroissant de montants, en Euros)

Nom	Montant en EUR	en % de l'actif*
BTF - 0% - 10/2024	4 076 707	10.70%
US Treasury - 1.375% - 07/2033	3 770 844	9.90%
France (Govt of) - 1.85% - 07/2027	2 690 941	7.06%
Deutschland Bond - 0.5% - 04/2030	2 318 123	6.08%
TSY Inflation - 1.50% - 02/2053	2 067 043	5.43%
Mexican Udibonos - 2.75% - 11/2031	1 859 055	4.88%
Italy BTPS - 4.50% - 10/2053	1 061 020	2.79%
Renault TP	1 051 065	2.76%
Kingdom of Spain - 2.05% - 11/2039	1 021 743	2.68%

* Actif Net moyen sur la période du 29/08/2023 au 29/12/2023

Les principales ventes (hors OPC monétaires) réalisées en solde net (achats - ventes) du 29/08/2023 au 29/12/2023 sont les suivantes (par ordre décroissant de montants, en Euros)

Nom	Montant en EUR	en % de l'actif*
Roche Finance - 3.312% - 12/2027	601 350	1.58%
EDP Servicios - 4.375% - 04/2032	23 917	0.06%
Societe Generale - 4.75% - 09/2029	22 187	0.06%
Saint Gobain - 3.5% - 01/2029	19 413	0.05%
Romania - 6.375% - 09/2033	13 244	0.03%
Praemia Healthcare - 5.5% - 09/2028	12 361	0.03%
Unicredit - 4.60% - 02/2030	12 167	0.03%
Schott Pharma AG	12 021	0.03%
BNP Paribas - 0% - 05/2025	11 742	0.03%
Loxam - 3.75% - 07/2026	9 275	0.02%

* Actif Net moyen sur la période du 29/08/2023 au 29/12/2023

- **Principales positions**

au 29/08/2023 :

Nom	en % de l'actif
-	-
-	-
-	-
-	-
-	-
Total des 5 premières lignes	0.00%
Nombre de lignes en portefeuille	0

au 29/12/2023 :

Nom	en % de l'actif
Sienna Monetaire ISR	7.89%
US Treasury - 1.375% - 07/2033	7.20%
BTF - 0% - 10/2024	7.73%
Deutschland Bond - 0.5% - 04/2030	4.46%
France (Govt of) - 1.85% - 07/2027	5.17%
Total des 5 premières lignes	32.45%
Nombre de lignes en portefeuille	92

- **Evolution de la répartition géographique entre le 29/08/2023 et le 29/12/2023**

L'évolution de la répartition géographique indicative en sensibilité obligataire du 29/08/2023 au 29/12/2023 est la suivante :

	29/08/2023	29/12/2023
Total	-	2.08
Allemagne	-	-1.96
Luxembourg	-	0.05
Pays-Bas	-	0.08
Norvège	-	0.12
Royaume-Uni	-	0.25
Mexique	-	0.29
Espagne	-	0.34
Italie	-	0.41
France	-	0.92
États-Unis	-	1.42
Autres	-	0.16

Source : Montpensier Finance / Bloomberg

L'OPC a été créé le 29 août 2023.

- **Evolution de la répartition par type d'actifs entre le 29/08/2023 et le 29/12/2023**

L'évolution de la répartition sectorielle indicative des sous-jacents du 29/08/2023 au 29/12/2023 est la suivante :

	29/08/2023	29/12/2023
Total	0.00%	100.00%
Government Bonds > 1y - OCDE	-	31.0%
Government Bonds > 1y - hors OCDE	-	0.0%
Monétaire (dont Gov < 1y)	-	18.7%
Crédit Investment Grade	-	19.5%
Crédit High Yield / NR	-	2.5%
Crédit Financières	-	7.9%
Crédit Hybrides	-	12.5%
Obligations convertibles	-	8.0%

Source Montpensier Finance / Bloomberg

L'OPC a été créé le 29 août 2023.

- **TRANSPARENCE DES OPERATIONS DE FINANCEMENT SUR TITRES ET DE LA REUTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS – REGLEMENT SFTR – en devise de comptabilité de l'OPC (EUR)**

Au cours de l'exercice, l'OPC n'a pas fait l'objet d'opérations relevant de la réglementation SFTR.

- **Analyse de la performance du portefeuille du 29/08/2023 au 29/12/2023**

L'indice Indice Composite M All Weather Bonds (70% QW5A + 20% IBOXXMJA + 10% OISESTR) a réalisé une performance de 4.72% sur la période, à comparer avec la performance de l'OPC de 1.74% (part « IC »).

- **Analyse de la contribution indicative des titres**

Les plus fortes contributions des titres à la hausse et à la baisse du fonds sur la période écoulée sont les suivantes :

A la hausse	Contribution
TSY Inflation - 1.50% - 02/2053	0.27%
Kingdom of Spain - 2.05% - 11/2039	0.21%
Mexican Udibonos - 2.75% - 11/2031	0.12%
Var Energi Asa - 7.862% - 11/2083	0.11%
Telenor - 4.25% - 10/2035	0.10%
A la baisse	Contribution
BTPS - 3.4% - 03/2025	-0.01%
Crédit Agricole - 4.375% - 11/2033	-0.01%
E.ON - 1.625% - 05/2029	-0.01%
Bonos Y Oblig Del Estado - 3.55% - 10/2033	-0.03%
JP Morgan Chase (Sanofi) - 0% - 01/2025	-0.06%

Source Montpensier Finance / Factset

L'OPC a été créé le 29 août 2023.

Politique de sélection des intermédiaires

<https://www.montpensier.com/fr-FR/informations-reglementaires>

Politique d'engagement actionnarial qui se décline en :

Politique de Vote

https://www.montpensier.com/sites/default/files/public/documents/politique_vote.pdf

Politique d'engagement

https://www.montpensier.com/sites/default/files/public/documents/politique_engagement.pdf

Politique ESG

<https://www.montpensier.com/sites/default/files/public/documents/politique-esg.pdf>

- **Exposition résultant des positions en produits dérivés au 29/12/2023**

Au 29/12/2023, l'OPC présentait une position nette de couverture en produits dérivés obligataires représentant - 44.27% de l'actif net.

Type	Libellé	% Exposition ajustée du Delta
FUTURES	Futures EuroBund - Mars 2024	-12.6%
FUTURES	Futures US 5YR Note - Mars 2024	12.2%
FUTURES	Futures US Ultra Bond - Mars 2024	-2.9%
FUTURES	Futures EURO-BOBL - Mars 2024	-29.4%
FUTURES	Futures US 10YR Note - Mars 2024	-4.0%
OPTIONS	Call 10YR US - Février 2024 - 112	-5.2%
OPTIONS	Call Euro-Bund - Février 2024 (26/01/2024) - 13	-3.4%
OPTIONS	Put 10YR US - Février 2024 - 110.5	1.2%

Principaux mouvements dans le portefeuille au cours de l'exercice

Titres	Mouvements ("Devise de comptabilité")	
	Acquisitions	Cessions
SIENNA MONETAIRE ISR I	7 010 799,70	2 854 239,41
FRANCE TREASURY BILL ZCP 301024	5 048 360,83	971 654,12
FRAN TREA BILL BTF ZCP 06-03-24	1 971 960,90	1 975 644,30
FRENCH REPUBLIC ZCP 04-09-24	1 935 993,16	1 942 848,23
FRANCE TREASURY BILL ZCP 021024	1 930 420,77	1 937 919,26
UNITED STATES TREAS INFLATION BONDS 1.375% 15-07-33	3 759 071,28	
ITALY BUONI TES BOT ZCP 301123	1 524 762,36	1 528 602,91
FRANCE TREASURY BILL ZCP 100724	1 525 409,13	1 526 868,57
0473820FRENCH R ZCP 081123	1 525 389,17	1 526 626,99
FRENCH REPUBLIC ZCP 07-08-24	1 525 257,30	1 526 352,40

4. INFORMATIONS RÉGLEMENTAIRES

TECHNIQUES DE GESTION EFFICACE DE PORTEFEUILLE ET INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES (ESMA) EN EUR

a) Exposition obtenue au travers des techniques de gestion efficace du portefeuille et des instruments financiers dérivés

- Exposition obtenue au travers des techniques de gestion efficace :

- o Prêts de titres :
- o Emprunt de titres :
- o Prises en pensions :
- o Mises en pensions :

- Exposition sous-jacentes atteintes au travers des instruments financiers dérivés : **56 878 093,33**

- o Change à terme : 19 105 260,71
- o Future : 32 563 043,14
- o Options : 5 209 789,48
- o Swap :

b) Identité de la/des contrepartie(s) aux techniques de gestion efficace du portefeuille et instruments financiers dérivés

Techniques de gestion efficace	Instruments financiers dérivés (*)
	CACEIS BANK LUXEMBOURG CREDIT AGRICOLE CIB J.P.MORGAN AG FRANCFORT SOCIETE GENERALE PAR

(*) Sauf les dérivés listés.

c) Garanties financières reçues par l'OPCVM afin de réduire le risque de contrepartie

Types d'instruments	Montant en devise du portefeuille
<p>Techniques de gestion efficace</p> <ul style="list-style-type: none"> . Dépôts à terme . Actions . Obligations . OPCVM . Espèces (*) <p style="text-align: right;">Total</p>	
<p>Instruments financiers dérivés</p> <ul style="list-style-type: none"> . Dépôts à terme . Actions . Obligations . OPCVM . Espèces <p style="text-align: right;">Total</p>	

(*) Le compte Espèces intègre également les liquidités résultant des opérations de mise en pension.

d) Revenus et frais opérationnels liés aux techniques de gestion efficace

Revenus et frais opérationnels	Montant en devise du portefeuille
<ul style="list-style-type: none"> . Revenus (*) . Autres revenus <p style="text-align: right;">Total des revenus</p> <ul style="list-style-type: none"> . Frais opérationnels directs . Frais opérationnels indirects . Autres frais <p style="text-align: right;">Total des frais</p>	

(*) Revenus perçus sur prêts et prises en pension.

PROCEDURE DE CHOIX DES INTERMEDIAIRES

Conformément à la réglementation en vigueur résultant de la transposition de la directive 2004/39/CE, du 21 avril 2004 concernant les Marchés d'Instruments Financiers (MIF), Montpensier Finance a mis en place, dans le cadre de son devoir d'agir au mieux des intérêts de ses clients et des OPC qu'elle gère, une politique de sélection des intermédiaires de marchés.

Montpensier Finance a confié la transmission d'ordres de son activité de gestion à Amundi Intermédiation, dont elle estime qu'elle prend toutes les mesures raisonnables pour obtenir le meilleur résultat possible.

Amundi Intermédiation est agréée par le Comité des Établissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement, en qualité d'entreprise d'investissement en vue de fournir les services d'investissement de Réception Transmission d'Ordres pour le compte de tiers portant sur la majorité des instruments financiers visés à l'article L. 211-1 du Code Monétaire et Financier.

La sélection des brokers d'exécution est réalisée d'un commun accord entre Amundi Intermédiation et Montpensier Finance, et résulte de l'application de la politique de sélection d'Amundi Intermédiation.

Par ailleurs, Montpensier Finance a mis en place une procédure de sélection des contreparties et des intermédiaires sur la base de ses besoins en termes « d'aide à la décision d'investissement ».

La politique de sélection des intermédiaires de marchés est mise à disposition sur le site internet de la société de gestion : <https://www.montpensier.com/fr-FR/informations-reglementaires>.

POLITIQUE D'ENGAGEMENT ACTIONNARIAL - POLITIQUE DE VOTE

Montpensier Finance considère l'exercice du droit de vote comme faisant intégralement partie de sa gestion et comme devant être exercé dans le meilleur intérêt des porteurs.

Les droits de vote attachés aux titres détenus par l'OPC sont exercés par la société de gestion, laquelle est seule habilitée à prendre les décisions conformément à la réglementation en vigueur.

La politique de vote de la société de gestion peut être consultée, conformément à l'article 319-21 du Règlement Général de l'AMF, sur le site internet de la société de gestion : <https://www.montpensier.com/fr-FR/informations-reglementaires>.

POLITIQUE D'ENGAGEMENT ACTIONNARIAL - POLITIQUE D'ENGAGEMENT

Montpensier Finance complète sa politique de vote par une Politique d'Engagement.

Les équipes de gestion sont invitées à soulever toute question ou sujet d'attention auprès des entreprises lors de leurs échanges, en particulier lorsque les questions ESG apparaissent insuffisamment prises en compte ou communiquées.

Les gérants, assistés par l'analyste ISR, mèneront un dialogue positif et constructif de moyen - long terme avec les sociétés en portefeuille Cet engagement a comme objectif :

✓ D'encourager les sociétés à mettre en œuvre une démarche ESG ;

✓ D'encourager les sociétés à communiquer sur leurs pratiques ESG.

La politique d'engagement de la société de gestion peut être consultée, sur le site internet de la société de gestion : <https://www.montpensier.com/fr-FR/informations-reglementaires>.

COMMUNICATION DES CRITERES ENVIRONNEMENTAUX, SOCIAUX ET DE QUALITE DE GOUVERNANCE (ESG)

En application de l'article L.533-22-1 du Code Monétaire et Financier les informations concernant la prise en compte des critères relatifs au respect d'objectifs sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance (ESG) figurent ci-après.

Les informations concernant les critères relatifs au respect d'objectifs sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance (ESG) se trouvent sur le site de la société de gestion : <https://www.montpensier.com/fr-FR/informations-reglementaires>, ainsi que dans les rapports annuels.

Montpensier Finance est signataire des Principes pour l'investissement responsable (PRI) des Nations-Unies.

A ce titre, plusieurs mesures sont mises en place par Montpensier Finance, afin d'adapter ses processus de gestion, et de mettre en oeuvre des process et une organisation ayant comme objectif de respecter les Principes pour l'Investissement Responsable, prenant en compte les facteurs Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG).

La démarche ESG de Montpensier Finance est présentée sur la page Investissement Responsable du site Internet de Montpensier Finance : <https://www.montpensier.com/fr-FR/engagement-responsable>.

SFDR \ TAXONOMIE

Article 8

L'approche de prise en compte de critères extra-financiers s'appuie sur la méthodologie propriétaire d'analyse ISR développée par Montpensier Finance, et s'inscrit dans un objectif d'atténuation des risques en matière de durabilité, sans pour autant pouvoir garantir que les risques en matière de durabilité soient totalement neutralisés.

La prise en compte des Principales Incidences Négatives dans les process de gestion est décrite dans la Politique ESG mise en oeuvre par Montpensier Finance, disponible sur le site internet de Montpensier Finance :

<https://www.montpensier.com/sites/default/files/public/documents/politique-esg.pdf>

Les indicateurs de performance extra-financière du Fonds sont présentés plus loin, dans la rubrique Informations périodiques pour les produits financiers visés à l'article 8 / Caractéristiques environnementales et/ou sociales, du rapport de gestion.

Note de renvoi à l'annexe OPC - Article 8 :

Au titre de l'article 50 du règlement délégué de niveau 2 SFDR, des informations sur la réalisation des caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier sont disponibles en annexe du présent rapport.

POLITIQUE DE TRAITEMENT DES RECLAMATIONS

Montpensier Finance a établi et maintient opérationnelle une procédure en vue du traitement raisonnable et rapide des réclamations éventuelles adressées par ses clients. La politique de traitement des réclamations est disponible sur le site de la société de gestion : <https://www.montpensier.com/fr-FR/informations-reglementaires>.

Pour toute réclamation, le client peut adresser un courrier à Montpensier Finance à l'adresse suivante :

Montpensier Finance
Responsable Conformité et Contrôle Interne
58 avenue Marceau
75008 Paris

MÉTHODE DE CALCUL DU RISQUE GLOBAL

L'OPC utilise la méthode du calcul de l'engagement pour calculer le risque global de l'OPC sur les contrats financiers.

METHODE D'AJUSTEMENT DE LA VALEUR LIQUIDATIVE LIEE AU SWING PRICING AVEC SEUIL DE DECLENCHEMENT

Ce mécanisme consiste à faire supporter aux investisseurs, qui souscrivent ou qui rachètent leurs parts, les frais liés aux transactions effectuées à l'actif de l'OPC en raison des mouvements (souscriptions/rachats) du passif de l'OPC. Ce mécanisme, encadré par une politique, a pour but de protéger les porteurs qui demeurent dans l'OPC en leur faisant supporter le moins possible ces frais. Il a pour résultat de calculer une VL ajustée dite « swinguée ».

Ainsi, si, un jour de calcul de la VL, le total des ordres de souscription / rachat nets des investisseurs sur l'ensemble des catégories de parts de l'OPC dépasse un seuil préalablement déterminé, sur la base de critères objectifs par la société de gestion en pourcentage de l'actif net, la VL peut être ajustée à la hausse ou à la baisse, pour prendre en compte les coûts de réajustement imputables respectivement aux ordres de souscription / rachat nets. Si l'OPC émet plusieurs catégories de parts, la VL de chaque catégorie de parts est calculée séparément mais tout ajustement a, en pourcentage, un impact identique sur l'ensemble des VL des catégories de parts de l'OPC.

Les paramètres de coûts de réajustement et de seuil de déclenchement sont déterminés par la Société de Gestion et revus périodiquement. Ces coûts sont estimés par la Société de Gestion sur la base des frais de transaction, des fourchettes d'achat-vente ainsi que des taxes éventuelles applicables à l'OPC.

Il n'est pas possible de prédire avec exactitude s'il sera fait application du mécanisme d'ajustement à un moment donné dans le futur, ni la fréquence à laquelle la Société de Gestion effectuera de tels ajustements.

Les investisseurs sont informés que la volatilité de la VL de l'OPC peut ne pas refléter uniquement celle des titres détenus en portefeuille en raison de l'application du mécanisme d'ajustement.

La VL « swinguée » est la seule valeur liquidative de l'OPC et la seule communiquée aux porteurs de l'OPC.

POLITIQUE DE REMUNERATION

Politique et pratiques de rémunération du personnel du gestionnaire

La politique de rémunération de Montpensier Finance vise à promouvoir une gestion saine et efficace du risque, qui soit compatible avec les profils de risque des OPC gérés. Ce dispositif est mis en place pour garantir au mieux l'alignement des intérêts de la société, de ses collaborateurs et des souscripteurs des véhicules.

La politique de rémunération est également déterminée de manière à éviter les situations de conflits d'intérêts et pour prévenir les prises de risques inconsidérées ou incompatibles avec l'intérêt des clients de Montpensier Finance ; elle prend en compte des critères de durabilité.

La politique de rémunération est disponible sur le site internet <https://www.montpensier.com/fr-FR/informations-reglementaires>, et peut être communiquée gratuitement sous format papier sur simple demande auprès de la société de gestion.

Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel

Indication de la politique de rémunération (fixe et variable) :

- ➔ Nombre de bénéficiaires : 41 personnes, dont 21 'preneurs de risques', dont les activités professionnelles ont une incidence substantielle sur le profil de risque de Montpensier Finance ou les profils de risque des FIA ou OPCVM gérés.
- ➔ Montants des rémunérations fixes et variables différées et non différées (fixe 2023 et variable au titre de 2022) : 7 422 K€, dont 4 313 K€ de rémunérations fixes, versés à l'ensemble du personnel du gestionnaire.
- ➔ Montant agrégé des rémunérations fixes et variables des 'preneurs de risques' : 5 776 K€.

NB : Les données relatives à la rémunération n'ont pas été auditées par le commissaire aux comptes de l'OPC.

AUTRES INFORMATIONS

Les derniers documents annuels ainsi que la composition de l'actif sont adressés dans un délai de huit jours ouvrés sur simple demande écrite de l'actionnaire auprès de :

MONTPENSIER FINANCE

58, avenue Marceau

75008 PARIS

Téléphone : 01 45 05 55 55

e-mail : contact@montpensier.com

Le prospectus et les DICi sont disponibles sur le site internet de la société de gestion : www.montpensier.com

5. CERTIFICATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

M All Weather Bonds

Fonds Commun de Placement

Société de Gestion :
Montpensier Finance

58, avenue Marceau
75008 PARIS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 29 décembre 2023

Aux porteurs de parts du FCP M All Weather Bonds,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif M All Weather Bonds constitué sous forme de fonds commun de placement (FCP) relatifs à l'exercice clos le 29 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du FCP, à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion sur les comptes annuels

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 29 août 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du FCP à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le FCP ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme

significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre FCP.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du FCP à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 29 avril 2024

Le Commissaire aux Comptes

Deloitte & Associés



Sylvain GIRAUD



Jean-Marc LECAT

6. COMPTES DE L'EXERCICE

BILAN AU 29/12/2023 en EUR

ACTIF

	29/12/2023
IMMOBILISATIONS NETTES	
DÉPÔTS	
INSTRUMENTS FINANCIERS	51 862 608,29
Actions et valeurs assimilées	
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	
Obligations et valeurs assimilées	43 003 166,67
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	43 003 166,67
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	
Titres de créances	4 084 796,48
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé	4 084 796,48
Titres de créances négociables	4 084 796,48
Autres titres de créances	
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	
Organismes de placement collectif	4 171 854,51
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	4 171 854,51
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE	
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés	
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés	
Autres organismes non européens	
Opérations temporaires sur titres	
Créances représentatives de titres reçus en pension	
Créances représentatives de titres prêtés	
Titres empruntés	
Titres donnés en pension	
Autres opérations temporaires	
Instruments financiers à terme	602 790,63
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	602 790,63
Autres opérations	
Autres instruments financiers	
CRÉANCES	19 817 434,15
Opérations de change à terme de devises	19 105 260,71
Autres	712 173,44
COMPTES FINANCIERS	1 363 269,07
Liquidités	1 363 269,07
TOTAL DE L'ACTIF	73 043 311,51

PASSIF

	29/12/2023
CAPITAUX PROPRES	
Capital	52 738 416,57
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	
Report à nouveau (a)	
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	-277 377,61
Résultat de l'exercice (a,b)	403 329,43
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *	52 864 368,39
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>	
INSTRUMENTS FINANCIERS	663 367,53
Opérations de cession sur instruments financiers	
Opérations temporaires sur titres	
Dettes représentatives de titres donnés en pension	
Dettes représentatives de titres empruntés	
Autres opérations temporaires	
Instruments financiers à terme	663 367,53
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	663 367,53
Autres opérations	
DETTES	19 020 868,25
Opérations de change à terme de devises	18 969 538,11
Autres	51 330,14
COMPTES FINANCIERS	494 707,34
Concours bancaires courants	494 707,34
Emprunts	
TOTAL DU PASSIF	73 043 311,51

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

HORS-BILAN AU 29/12/2023 en EUR

	29/12/2023
OPÉRATIONS DE COUVERTURE	
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés	
Contrats futures	
EURO BUND 0324	6 723 780,00
CBOT USUL 30A 0324	1 571 691,18
EURO BOBL 0324	15 625 680,00
US 10YR NOTE 0324	2 145 432,70
Options	
CBOT YST 10 A 01/2024 CALL 112	2 785 640,50
EUREX EURO BUND 01/2024 CALL 137	1 808 915,50
Engagement sur marché de gré à gré	
Autres engagements	
AUTRES OPÉRATIONS	
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés	
Contrats futures	
FV CBOT UST 5 0324	6 496 459,26
Options	
CBOT YST 10 A 01/2024 PUT 110.5	615 233,48
Engagement sur marché de gré à gré	
Autres engagements	

COMPTE DE RESULTAT AU 29/12/2023 en EUR

	29/12/2023
Produits sur opérations financières	
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	25 558,99
Produits sur actions et valeurs assimilées	
Produits sur obligations et valeurs assimilées	447 284,50
Produits sur titres de créances	28 829,20
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	
Produits sur instruments financiers à terme	
Autres produits financiers	
TOTAL (1)	501 672,69
Charges sur opérations financières	
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	
Charges sur instruments financiers à terme	
Charges sur dettes financières	420,31
Autres charges financières	
TOTAL (2)	420,31
RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)	501 252,38
Autres produits (3)	
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	132 330,20
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	368 922,18
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	34 407,25
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)	
RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	403 329,43

I. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts courus.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

Le premier exercice clos au 29 décembre 2023 a une durée exceptionnelle de 4 mois et 3 jours.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les Swaps :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Engagements Hors Bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR001400H8Q5 - Part M ALL WEATHER BONDS RC : Taux de frais maximum de 1,40% TTC.

FR001400H8P7 - Part M ALL WEATHER BONDS IC : Taux de frais maximum de 0,70% TTC.

FR001400LP10 - Part M ALL WEATHER BONDS ID : Taux de frais maximum de 0,70% TTC.

Swing pricing

Ce mécanisme consiste à faire supporter aux investisseurs, qui souscrivent ou qui rachètent leurs parts, les frais liés aux transactions effectuées à l'actif du FCP en raison des mouvements (souscriptions/rachats) du passif du FCP. Ce mécanisme, encadré par une politique, a pour but de protéger les porteurs qui demeurent dans l'e FCP en leur faisant supporter le moins possible ces frais. Il a pour résultat de calculer une VL ajustée dite « swinguée ».

Ainsi, si, un jour de calcul de la VL, le total des ordres de souscription / rachat nets des investisseurs sur l'ensemble des catégories de parts du FCP dépasse un seuil préalablement déterminé sur la base de critères objectifs par la société de gestion, la VL sera ajustée à la hausse ou à la baisse en pourcentage de l'actif net, pour prendre en compte les coûts de réajustement imputables respectivement aux ordres de souscription / rachat nets. Si FCP émet plusieurs catégories de parts, la VL de chaque catégorie de parts est calculée séparément mais tout ajustement a, en pourcentage, un impact identique sur l'ensemble des VL des catégories de parts du FCP.

Les paramètres de coûts de réajustement et de seuil de déclenchement sont déterminés par la société de gestion et revus périodiquement. Ces coûts sont estimés par la société de gestion sur la base des frais de transaction, des fourchettes d'achat-vente ainsi que des taxes éventuelles applicables à l'OPCVM. Il n'est pas possible de prédire avec exactitude s'il sera fait application du mécanisme d'ajustement à un moment donné dans le futur, ni la fréquence à laquelle la société de gestion effectuera de tels ajustements.

Les investisseurs sont informés que la volatilité de la VL de l'OPCVM peut ne pas refléter uniquement celle des titres détenus en portefeuille en raison de l'application du mécanisme d'ajustement. La VL « swinguée » est la seule valeur liquidative du FCP et la seule communiquée aux porteurs du FCP.

Modalité de calcul et de prélèvement de la commission de surperformance :

La commission de surperformance est calculée selon la méthode indiquée, en comparant sur une période de calcul, l'évolution de l'actif de chaque part du FCP (hors frais de gestion variables) à l'actif d'un fonds de référence fictif réalisant une progression égale à celle de l'Indice composite de 70% Markit Iboxx Euro Corporates Overall Total Return (Ticker Bloomberg QW5A), de 20% de l'indice Markit Iboxx EUR Liquid High Yield (Ticker Bloomberg IBOXXMJA), et de 10% de l'€ster (Euro Short-Term Rate) capitalisé sur 7 jours (base 100) (Ticker Bloomberg OISESTR). Le calcul de la commission de surperformance s'applique au niveau de chaque part concernée et à chaque date d'établissement de la Valeur Liquidative.

La Période de calcul correspond à l'exercice comptable de l'OPCVM, la date de cristallisation étant le dernier jour de l'exercice comptable. Elle est fixée à 1 exercice comptable. Par exception, dans le cas de la création FCP ou d'une catégorie de parts, la Période de calcul minimale de prélèvement est augmentée, et s'étendra du jour de création des catégories de parts jusqu'à la clôture du premier exercice comptable suivant, de telle sorte que la Période de calcul du premier prélèvement soit supérieure à 12 mois.

La Période d'observation correspond à la période à l'issue de laquelle il sera possible de réinitialiser le mécanisme de compensation de la sous-performance passée. La Période d'observation est extensible de 1 à 5 ans :

- avec le début d'une nouvelle période de 5 ans maximum après chaque prise de provision ;
- ou, si une autre année de sous-performance a eu lieu à l'intérieur de cette première période de 5 ans et qu'elle n'a pas été rattrapée à la fin de cette première période, une nouvelle période de 5 ans maximum s'ouvre à partir de cette nouvelle année en sous-performance.

La Période d'observation débute à la date de création du FCP ou d'une catégorie de parts ou à la date de dernier prélèvement d'une commission de surperformance. La Période d'observation est d'au minimum un exercice comptable entier et au maximum de 5 exercices comptables. Par exception, dans le cas de la création du FCP ou d'une catégorie de parts, la Période d'observation minimale et maximale sont augmentées d'une durée égale au prorata entre la date de création de la catégorie de parts, et la date de clôture de l'exercice comptable en cours à la date de création

La surperformance de chaque part du FCP est définie comme la différence positive entre l'actif net de la part, après frais de fonctionnement et de gestion et avant commission de surperformance, et l'actif net d'un fonds fictif réalisant la performance de l'indicateur de référence et enregistrant les mêmes variations de souscriptions et de rachats que l'OPCVM réel.

A chaque établissement de la valeur liquidative, la commission de surperformance, égale à 15% TTC de la performance au-delà de celle du Fonds fictif, fait l'objet d'une provision.

La Société de Gestion attire l'attention des porteurs sur le fait que des commissions de surperformance peuvent être perçues en cas de performance absolue négative de l'OPCVM.

La commission de surperformance n'est définitivement acquise et perçue par la Société de Gestion qu'à la clôture de chaque Période d'observation.

Dans le cas d'une sous-performance de la part de l'OPCVM réel par rapport au Fonds fictif entre deux valeurs liquidatives, la provision passée précédemment sera réajustée par une reprise de provision. Les reprises de provision sont plafonnées à hauteur des dotations antérieures.

En cas de rachat de part(s), s'il y a une provision pour frais de gestion variables, la partie proportionnelle aux parts remboursées est immédiatement acquise à la Société de Gestion.

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde de régularisation des revenus.

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, rémunération ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille de l'OPC majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

Part(s)	Affectation du résultat net	Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées
Part M ALL WEATHER BONDS IC	Capitalisation	Capitalisation
Part M ALL WEATHER BONDS ID	Capitalisation et/ou Distribution et/ou Report par décision de la société de gestion	Capitalisation et/ou Distribution et/ou Report par décision de la société de gestion
Part M ALL WEATHER BONDS RC	Capitalisation	Capitalisation

2. EVOLUTION DE L'ACTIF NET AU 29/12/2023 en EUR

	29/12/2023
ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE	
Souscriptions (y compris les commissions de souscriptions acquises à l'OPC)	52 004 796,78
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-31 757,60
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	273 070,97
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-29 780,79
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	686 123,96
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	-1 227 313,34
Frais de transactions	-32 799,23
Différences de change	-24 920,51
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	1 428 528,43
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	1 428 528,43
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	-550 502,46
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	-550 502,46
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	368 922,18
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	
Autres éléments	
ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE	52 864 368,39

3. COMPLEMENTS D'INFORMATION

3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ECONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
ACTIF		
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
Autres obligations (indexées, titres participatifs)	15 821 350,46	29,93
Obligations convertibles négociées sur un marché réglementé ou assimilé	4 223 635,65	7,99
Obligations à taux VAR / REV négociées sur un marché réglementé ou assimilé	202 440,56	0,38
Obligations à taux fixe négociées sur un marché réglementé ou assimilé	22 755 740,00	43,05
TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES	43 003 166,67	81,35
TITRES DE CRÉANCES		
Bons du Trésor	4 084 796,48	7,73
TOTAL TITRES DE CRÉANCES	4 084 796,48	7,73
PASSIF		
OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
HORS-BILAN		
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Taux	30 661 139,88	58,00
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE	30 661 139,88	58,00
AUTRES OPÉRATIONS		
Taux	7 111 692,74	13,45
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS	7 111 692,74	13,45

3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
ACTIF								
Dépôts								
Obligations et valeurs assimilées	26 979 375,65	51,04			1 253 012,92	2,37	14 770 778,10	27,94
Titres de créances	4 084 796,48	7,73						
Opérations temporaires sur titres								
Comptes financiers							1 363 269,07	2,58
PASSIF								
Opérations temporaires sur titres								
Comptes financiers							494 707,34	0,94
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	27 875 499,38	52,73					2 785 640,50	5,27
Autres opérations	6 496 459,26	12,29					615 233,48	1,16

3.3. VENTILATION PAR MATURITE RESIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(*)

	< 3 mois	%]3 mois - 1 an]	%]1 - 3 ans]	%]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
ACTIF										
Dépôts										
Obligations et valeurs assimilées			143 829,36	0,27	6 787 661,95	12,84	8 191 459,75	15,50	27 880 215,61	52,74
Titres de créances			4 084 796,48	7,73						
Opérations temporaires sur titres										
Comptes financiers	1 363 269,07	2,58								
PASSIF										
Opérations temporaires sur titres										
Comptes financiers	494 707,34	0,94								
HORS-BILAN										
Opérations de couverture							15 625 680,00	29,56	15 035 459,88	28,44
Autres opérations							6 496 459,26	12,29	6 15 233,48	1,16

(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'EVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1 MXN		Devise 2 JPY		Devise 3 USD		Devise N AUTRE(S)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
ACTIF								
Dépôts								
Actions et valeurs assimilées								
Obligations et valeurs assimilées	2 212 334,94	4,18			7 263 228,30	13,74	1 303 943,92	2,47
Titres de créances								
OPC								
Opérations temporaires sur titres								
Créances	1 193 136,43	2,26	485 343,52	0,92	952 423,59	1,80	2 522 955,98	4,77
Comptes financiers	49 817,74	0,09	977 482,81	1,85			158 156,47	0,30
PASSIF								
Opérations de cession sur instruments financiers								
Opérations temporaires sur titres								
Dettes	2 153 976,10	4,07	8 849 723,25	16,74	227 707,32	0,43	3 853 120,32	7,29
Comptes financiers					494 707,34	0,94		
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	0,00	0,00	6 502 764,38	12,30				
Autres opérations	0,00	0,00	7 111 692,74	13,45				

3.5. CREANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	29/12/2023
CRÉANCES		
	Achat à terme de devise	4 902 959,78
	Fonds à recevoir sur vente à terme de devises	14 202 300,93
	Dépôts de garantie en espèces	712 173,44
TOTAL DES CRÉANCES		19 817 434,15
DETTES		
	Vente à terme de devise	14 154 451,34
	Fonds à verser sur achat à terme de devises	4 815 086,77
	Frais de gestion fixe	40 096,53
	Autres dettes	11 233,61
TOTAL DES DETTES		19 020 868,25
TOTAL DETTES ET CRÉANCES		796 565,90

3.6. CAPITAUX PROPRES

3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
Part M ALL WEATHER BONDS IC		
Parts souscrites durant l'exercice	126 700,00	31 674 340,00
Parts rachetées durant l'exercice		
Solde net des souscriptions/rachats	126 700,00	31 674 340,00
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	126 700,00	
Part M ALL WEATHER BONDS ID		
Parts souscrites durant l'exercice	40 010,00	10 002 500,00
Parts rachetées durant l'exercice		
Solde net des souscriptions/rachats	40 010,00	10 002 500,00
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	40 010,00	
Part M ALL WEATHER BONDS RC		
Parts souscrites durant l'exercice	69 990,28	10 327 956,78
Parts rachetées durant l'exercice	-210,00	-31 757,60
Solde net des souscriptions/rachats	69 780,28	10 296 199,18
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	69 780,28	

3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Part M ALL WEATHER BONDS IC Total des commissions acquises Commissions de souscription acquises Commissions de rachat acquises	
Part M ALL WEATHER BONDS ID Total des commissions acquises Commissions de souscription acquises Commissions de rachat acquises	
Part M ALL WEATHER BONDS RC Total des commissions acquises Commissions de souscription acquises Commissions de rachat acquises	

3.7. FRAIS DE GESTION

	29/12/2023
Part M ALL WEATHER BONDS IC Commissions de garantie Frais de gestion fixes Pourcentage de frais de gestion fixes Rétrocessions des frais de gestion	 96 206,76 0,91
Part M ALL WEATHER BONDS ID Commissions de garantie Frais de gestion fixes Pourcentage de frais de gestion fixes Rétrocessions des frais de gestion	 3 030,55 0,79
Part M ALL WEATHER BONDS RC Commissions de garantie Frais de gestion fixes Pourcentage de frais de gestion fixes Rétrocessions des frais de gestion	 33 092,89 1,62

3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNES

3.8.1. Garanties reçues par l'OPC :

Néant.

3.8.2. Autres engagements reçus et/ou donnés :

Néant.

3.9. AUTRES INFORMATIONS

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	29/12/2023
Titres pris en pension livrée Titres empruntés	

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	29/12/2023
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	29/12/2023
Actions			
Obligations			
TCN			
OPC			
Instruments financiers à terme			
Total des titres du groupe			

3.10. TABLEAU D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	29/12/2023
Sommes restant à affecter	
Report à nouveau	
Résultat	403 329,43
Acomptes versés sur résultat de l'exercice	
Total	403 329,43

	29/12/2023
Part M ALL WEATHER BONDS IC	
Affectation	
Distribution	
Report à nouveau de l'exercice	
Capitalisation	317 051,96
Total	317 051,96

	29/12/2023
Part M ALL WEATHER BONDS ID	
Affectation	
Distribution	9 202,30
Report à nouveau de l'exercice	239,54
Capitalisation	
Total	9 441,84
Informations relatives aux parts ouvrant droit à distribution	
Nombre de parts	40 010,00
Distribution unitaire	0,23
Crédit d'impôt	
Crédit d'impôt attachés à la distribution du résultat	

	29/12/2023
Part M ALL WEATHER BONDS RC	
Affectation	
Distribution	
Report à nouveau de l'exercice	
Capitalisation	76 835,63
Total	76 835,63

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	29/12/2023
Sommes restant à affecter	
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	
Plus et moins-values nettes de l'exercice	-277 377,61
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	
Total	-277 377,61

	29/12/2023
Part M ALL WEATHER BONDS IC	
Affectation	
Distribution	
Plus et moins-values nettes non distribuées	
Capitalisation	-222 752,11
Total	-222 752,11

	29/12/2023
Part M ALL WEATHER BONDS ID	
Affectation	
Distribution	18 404,60
Plus et moins-values nettes non distribuées	110,13
Capitalisation	
Total	18 514,73
Informations relatives aux parts ouvrant droit à distribution	
Nombre de parts	40 010,00
Distribution unitaire	0,46

	29/12/2023
Part M ALL WEATHER BONDS RC	
Affectation	
Distribution	
Plus et moins-values nettes non distribuées	
Capitalisation	-73 140,23
Total	-73 140,23

3.11. TABLEAU DES RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DE L'ENTITE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	29/12/2023
Actif net Global en EUR	52 864 368,39
Part M ALL WEATHER BONDS IC en EUR	
Actif net	32 225 759,78
Nombre de titres	126 700,00
Valeur liquidative unitaire	254,34
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	-1,75
Capitalisation unitaire sur résultat	2,50
Part M ALL WEATHER BONDS ID en EUR	
Actif net	10 017 325,42
Nombre de titres	40 010,00
Valeur liquidative unitaire	250,37
Distribution unitaire sur +/- values nettes	0,46
Distribution unitaire sur résultat	0,23
Crédit d'impôt unitaire	
Part M ALL WEATHER BONDS RC en EUR	
Actif net	10 621 283,19
Nombre de titres	69 780,28
Valeur liquidative unitaire	152,21
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	-1,04
Capitalisation unitaire sur résultat	1,10

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Obligations et valeurs assimilées				
Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
ALLEMAGNE				
BASF 4.0% 08-03-29 EMTN	EUR	400 000	431 520,47	0,82
CONTINENTAL 4.0% 01-06-28 EMTN	EUR	375 000	396 399,96	0,75
DELIVERY HERO SE 0.875% 15-07-25	EUR	300 000	272 009,90	0,51
DEUTSCHE BUNDES INFLATION LINKED BOND 0.5% 15-04-30	EUR	1 825 257,46	2 356 730,07	4,46
DEUTSCHE LUFTHANSA AG AUTRE R+0.0% 12-08-75	EUR	200 000	202 440,56	0,38
FRESENIUS SE 5.0% 28-11-29	EUR	400 000	429 971,21	0,81
FRESENIUS SE 5.125% 05-10-30	EUR	100 000	109 090,25	0,21
MERCK KGAA 1.625% 09-09-80	EUR	300 000	280 924,58	0,53
RAG STIFTUNG 1.875% 16-11-29	EUR	300 000	311 681,26	0,59
TELEFONICA DEUTSCH FINANCE I 1.75% 05-07-25	EUR	400 000	392 896,87	0,75
TUI AG 5.0% 16-04-28 CV	EUR	600 000	592 015,41	1,12
ZALANDO SE 0.05% 06-08-25 CV	EUR	400 000	371 521,97	0,70
TOTAL ALLEMAGNE			6 147 202,51	11,63
AUSTRALIE				
APA INFRASTRUCTURE 7.125% 09-11-83	EUR	250 000	265 621,58	0,50
TOTAL AUSTRALIE			265 621,58	0,50
BELGIQUE				
COFINIMMO 1.0% 24-01-28	EUR	400 000	366 483,86	0,69
UMICORE ZCP 23-06-25 CV	EUR	300 000	281 514,00	0,54
TOTAL BELGIQUE			647 997,86	1,23
DANEMARK				
GNDC 0 7/8 11/25/24	EUR	150 000	143 829,36	0,27
TOTAL DANEMARK			143 829,36	0,27
ESPAGNE				
ABERTIS INFRA 3.375% 27-11-26	GBP	400 000	441 473,74	0,84
SPAIN IL BOND 2.05% 30-11-39	EUR	953 000	1 089 125,51	2,05
TOTAL ESPAGNE			1 530 599,25	2,89
ETATS-UNIS				
COTY 5.75% 15-09-28	EUR	100 000	107 053,30	0,20
DUKE ENERGY 3.1% 15-06-28	EUR	375 000	376 630,98	0,71
JP MORGAN CHASE FINANCIAL COMPANY LLC ZCP 14-01-25	EUR	300 000	301 971,00	0,58
SOUTHERN COMPANY 1.875% 15-09-81	EUR	519 000	449 417,80	0,85
TAPESTRY 5.35% 27-11-25	EUR	700 000	717 992,43	1,35
TAPESTRY 5.875% 27-11-31	EUR	400 000	423 151,68	0,81
UNITED STATES TREAS INFLATION BONDS 1.25% 15-04-28	USD	417 700	378 969,42	0,71
UNITED STATES TREAS INFLATION BONDS 1.375% 15-07-33	USD	4 251 200	3 808 109,85	7,20
UNITED STATES TREAS INFLATION BONDS 1.5% 15-02-53	USD	2 556 900	2 194 227,38	4,15
TOTAL ETATS-UNIS			8 757 523,84	16,56
FINLANDE				
STORA ENSO OYJ 4.0% 01-06-26	EUR	375 000	388 433,08	0,73
TOTAL FINLANDE			388 433,08	0,73

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
FRANCE				
ACCOR 0.7% 07-12-27 CV	EUR	7 756	372 450,88	0,70
ACCOR 7.25% PERP	EUR	200 000	221 228,87	0,42
ARKEMA 1.5% PERP	EUR	400 000	377 012,11	0,71
BPCE 4.5% 15-03-25 EMTN	USD	500 000	450 177,12	0,85
CARMILA 5.5% 09-10-28 EMTN	EUR	500 000	525 439,25	1,00
CASA ASSURANCES 5.875% 25-10-33	EUR	100 000	111 168,13	0,21
COMPAGNIE DE SAINT GOBAIN 3.75% 29-11-26	EUR	600 000	612 462,64	1,16
COVIVIO 4.625% 05-06-32 EMTN	EUR	400 000	417 075,85	0,79
DANONE 1.0% PERP	EUR	300 000	275 187,54	0,52
EDF 5 7/8 12/31/49	GBP	300 000	326 037,64	0,62
ENGIE 1.875% PERP	EUR	400 000	336 410,98	0,64
ENGIE 3.875% 06-01-31	EUR	500 000	523 846,88	0,99
JCDECAUX 2.625% 24-04-28	EUR	200 000	199 924,44	0,38
LOXAM SAS 6.375% 31-05-29	EUR	350 000	364 033,98	0,69
MERCIALYS 2.5% 28-02-29	EUR	400 000	375 108,62	0,71
NEOEN 2.0% 02-06-25 CV	EUR	6 700	307 553,45	0,58
NEXITY 0.25% 02-03-25 CV	EUR	2 500	159 143,75	0,30
OATE 1,85% 11-25072027 INDX	EUR	1 934 863	2 731 280,93	5,17
ORANGE 1.375% PERP EMTN	EUR	200 000	172 765,74	0,33
ORANGE 3.875% 11-09-35 EMTN	EUR	400 000	431 333,87	0,82
RENAULT SA	EUR	3 578	1 050 572,36	1,98
SUEZ 1.625% PERP	EUR	100 000	93 107,21	0,18
TELEPERFORMANCE SE 5.75% 22-11-31	EUR	500 000	535 046,68	1,01
TOTALENERGIES SE FR 2.0% PERP	EUR	480 000	450 440,30	0,85
UNIBAIL RODAMCO SE 4.125% 11-12-30	EUR	400 000	412 808,89	0,78
WORLDLINE ZCP 30-07-25 CV	EUR	7 245	794 497,57	1,50
TOTAL FRANCE			12 626 115,68	23,89
GRECE				
EFG EUROBANK 5.875% 28-11-29	EUR	100 000	104 179,87	0,20
TOTAL GRECE			104 179,87	0,20
HONGRIE				
MOL HUNGARIAN OIL & GAS	EUR	375 000	342 264,59	0,65
OTP BANK 6.125% 05-10-27 EMTN	EUR	256 000	269 012,86	0,51
TOTAL HONGRIE			611 277,45	1,16
ITALIE				
ENEL 1.375% PERP	EUR	400 000	352 052,20	0,67
INTL DESIGN GROUP 10.0% 15-11-28	EUR	200 000	210 839,36	0,40
ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 4.5% 01-10-53	EUR	1 018 000	1 061 318,32	2,00
NEXI 1.75% 24-04-27 CV	EUR	200 000	186 988,96	0,35
PIAGGIO 6.5% 05-10-30	EUR	200 000	214 451,78	0,41
PIRELLI C 4.25% 18-01-28 EMTN	EUR	375 000	405 537,53	0,77
TOTAL ITALIE			2 431 188,15	4,60
LUXEMBOURG				
SES 2.875% PERP	EUR	575 000	529 746,46	1,00
SES SOCIETE EUROPEAN DES TELLITES 0.875% 04-11-27	EUR	375 000	341 281,66	0,65
TOTAL LUXEMBOURG			871 028,12	1,65

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
MEXIQUE				
MEXICAN UDIBONOS 2.75% 27-11-31	MXN	58 639	2 212 334,94	4,18
TOTAL MEXIQUE			2 212 334,94	4,18
NORVEGE				
TELENOR AS 4.25% 03-10-35 EMTN	EUR	319 000	350 645,78	0,66
VAR ENERGI A 7.862% 15-11-83	EUR	744 000	801 771,20	1,52
TOTAL NORVEGE			1 152 416,98	2,18
PAYS-BAS				
IBERDROLA INTL BV 2.25% PERP	EUR	200 000	181 916,77	0,34
JDE PEET S BV 4.5% 23-01-34	EUR	500 000	527 792,67	1,00
JUST EAT TAKEAWAYCOM NV ZCP 09-08-25	EUR	300 000	272 287,50	0,51
ROCHE FINANCE EUROPE BV 3.586% 04-12-36	EUR	600 000	637 538,61	1,21
SARTORIUS FINANCE BV 4.5% 14-09-32	EUR	400 000	423 071,02	0,80
SARTORIUS FINANCE BV 4.875% 14-09-35	EUR	400 000	428 707,93	0,81
TELEFONICA EUROPE BV 2.376% PERP	EUR	300 000	265 659,20	0,50
VONOVIA FINANCE BV 0.625% 07-10-27	EUR	200 000	179 467,55	0,34
WIZZ AIR FINANCE CO BV 1.0% 19-01-26	EUR	300 000	279 270,49	0,53
TOTAL PAYS-BAS			3 195 711,74	6,04
PORTUGAL				
BCP 5.625% 02-10-26 EMTN	EUR	300 000	312 711,91	0,59
TOTAL PORTUGAL			312 711,91	0,59
ROYAUME-UNI				
BRITISH TEL 4.25% 06-01-33	EUR	400 000	427 398,47	0,81
HSBC 2.099% 04-06-26	USD	500 000	431 744,53	0,82
UNITED KINGDOM GILT 3.75% 22-10-53	GBP	495 000	536 432,54	1,01
TOTAL ROYAUME-UNI			1 395 575,54	2,64
SLOVAQUIE				
Slovenska Sporitelna as 5.375% 04-10-28	EUR	200 000	209 418,81	0,40
TOTAL SLOVAQUIE			209 418,81	0,40
TOTAL Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			43 003 166,67	81,34
TOTAL Obligations et valeurs assimilées			43 003 166,67	81,34
Titres de créances				
Titres de créances négociés sur un marché réglementé ou assimilé				
FRANCE				
FRANCE TREASURY BILL ZCP 301024	EUR	4 200 000	4 084 796,48	7,73
TOTAL FRANCE			4 084 796,48	7,73
TOTAL Titres de créances négociés sur un marché réglementé ou assimilé			4 084 796,48	7,73
TOTAL Titres de créances			4 084 796,48	7,73
Organismes de placement collectif				
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays				
FRANCE				
SIENNA MONETAIRE ISR I	EUR	41 105,99991	4 171 854,51	7,89
TOTAL FRANCE			4 171 854,51	7,89
TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			4 171 854,51	7,89
TOTAL Organismes de placement collectif			4 171 854,51	7,89

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Instrument financier à terme				
Engagements à terme fermes				
Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé				
CBOT USUL 30A 0324	USD	-13	-1 838,24	
EURO BOBL 0324	EUR	-131	-153 680,00	-0,29
EURO BUND 0324	EUR	-49	-402 780,00	-0,76
FV CBOT UST 5 0324	USD	66	22 864,85	0,04
US 10YR NOTE 0324	USD	-21	-44 492,36	-0,08
TOTAL Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé			-579 925,75	-1,09
TOTAL Engagements à terme fermes			-579 925,75	-1,09
Engagements à terme conditionnels				
Engagements à terme conditionnels sur marché réglementé				
CBOT YST 10 A 01/2024 CALL 112	USD	-42	-54 044,12	-0,10
CBOT YST 10 A 01/2024 PUT 110.5	USD	-42	-6 532,81	-0,01
EUREX EURO BUND 01/2024 CALL 137	EUR	-25	2 500,00	
TOTAL Engagements à terme conditionnels sur marché réglementé			-58 076,93	-0,11
TOTAL Engagements à terme conditionnels			-58 076,93	-0,11
TOTAL Instrument financier à terme			-638 002,68	-1,20
Appel de marge				
APPEL MARGE CACEIS	USD	25 929,69	23 465,78	0,04
APPEL MARGE CACEIS	EUR	553 960	553 960,00	1,05
TOTAL Appel de marge			577 425,78	1,09
Créances			19 817 434,15	37,49
Dettes			-19 020 868,25	-35,98
Comptes financiers			868 561,73	1,64
Actif net			52 864 368,39	100,00

Part M ALL WEATHER BONDS ID	EUR	40 010,00	250,37
Part M ALL WEATHER BONDS RC	EUR	69 780,28	152,21
Part M ALL WEATHER BONDS IC	EUR	126 700,00	254,34

COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIF AU REGIME FISCAL DU COUPON

Décomposition du coupon : Part M ALL WEATHER BONDS ID

	NET GLOBAL	DEVISE	NET UNITAIRE	DEVISE
Revenus soumis à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire	9 202,30	EUR	0,23	EUR
Actions ouvrant droit à abattement et soumis à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire				
Autres revenus n'ouvrant pas droit à abattement et soumis à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire				
Revenus non déclarables et non imposables				
Montant des sommes distribuées sur les plus et moins-values	18 404,60	EUR	0,46	EUR
TOTAL	27 606,90	EUR	0,69	EUR

7. ANNEXE(S)

Dénomination du produit :
M All Weather Bonds

Identifiant d'entité juridique :
9695001SNJW7M1LYWR08

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Par **investissement durable**, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxonomie de l'UE** est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'**activités économiques durables sur le plan environnemental**.

Ce règlement n'établit pas de liste d'activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxonomie.

Ce produit financier avait-il un objectif d'investissement durable?

Oui

Non

Il a réalisé des investissements durables ayant un objectif environnemental : ___% de l'actif net du fonds

dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

Il a réalisé des investissements durables ayant un objectif social : ___% de l'actif net du fonds

Il promouvait des caractéristiques environnementales et/ou sociales (E/S) et bien qu'il n'ait pas eu d'objectif d'investissement durable, il présentait une proportion de 10.0% d'investissements durables

ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

ayant un objectif social

Il promouvait des caractéristiques E/S, mais n'a pas réalisé d'investissements durables

Une Entreprise est identifiée comme durable par la société de gestion, en appliquant la méthodologie décrite dans la politique ESG disponible sur le site internet montpensier.com.



Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes ?

L'OPC intègre les facteurs de durabilité dans son processus d'investissement, comme indiqué plus en détail ci-dessous et dans la section « Stratégie d'investissement » du Prospectus.

La prise en compte des critères ESG au sein du fonds a pour objectif de conjuguer la performance financière et la volonté d'influencer, dans la mesure du possible, positivement les émetteurs en termes de performances ESG, en encourageant les sociétés à progresser sur l'intégration de critères ESG dans leurs activités, valorisant ainsi les bonnes pratiques.

La société de Gestion a appliqué la politique décrite dans le document d'informations précontractuelles pour les produits financiers visés à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2 bis, du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 6, premier alinéa, du règlement (UE) 2020/852.

11.24% du portefeuille investi hors liquidités, quasi-liquidités & éventuels OPC (soit 10.01% de l'actif net du fonds) est constitué d'investissements durables.

Les indicateurs de durabilité permettent de mesurer la manière dont les objectifs de durabilité de ce produit financier sont atteints.

Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité?

1.1. Performance environnementale

A. Obligations d'entreprises

Scopes 1 et 2	29/12/23	30/12/22
Empreinte Carbone		
M All Weather Bonds	60	na
Taux de couverture (en poids actions)		
M All Weather Bonds	98.34%	na
Scopes 1, 2 et 3 Tier1	29/12/23	30/12/22
Empreinte Carbone		
M All Weather Bonds	83	na
Taux de couverture (en poids actions)		
M All Weather Bonds	96.85%	na

Source Montpensier Finance à partir des données MSCI
Empreinte Carbone en Tonnes Émissions / €M investi

B. Obligations souveraines

Intensité des GES / million d'euros de PIB des pays	29/12/23	30/12/22
Intensité Carbone Moyenne Pondérée		
M All Weather Bonds	278	na
Taux de couverture		
M All Weather Bonds	100.00%	na

Source Montpensier Finance à partir des données MSCI
Tonnes d'émissions de CO2e par million d'euros de PIB du pays. Les émissions territoriales nationales proviennent d'EDGAR. Le niveau du PIB nominal provient de WDI. La conversion monétaire du PIB nominal en euros utilise le taux de change nominal annuel moyen.

1.2. Performance Sociale

A. Obligations d'entreprises

	29/12/23	30/12/22
Suppressions de postes conséquentes		
M All Weather Bonds	18.9%	na
Taux de couverture (en poids actions)		
M All Weather Bonds	75.19%	na
Présence de femmes au Board	29/12/23	30/12/22
M All Weather Bonds	41.3%	na
Taux de couverture (en poids actions)		
M All Weather Bonds	97.29%	na

Source Montpensier Finance / MSCI

Suppressions de postes conséquentes : Poids des entreprises en portefeuille identifiées comme ayant effectué des suppressions de postes conséquentes (supérieures à 1 000 employés ou 10 % de la main-d'œuvre) au cours des trois dernières années.

Présence de femmes au Board : Poids pondéré des femmes parmi les membres des Conseils d'Administration et des Conseils de surveillance des entreprises en portefeuille.

B. Obligations souveraines

Taux de pauvreté en % de la population	29/12/23	30/12/22
M All Weather Bonds	0.78%	na
Taux de couverture		
M All Weather Bonds	100.00%	na

Source MSCI : Pourcentage de la population vivant avec moins de 1,9 \$ par jour aux prix internationaux de 2011.

1.3. Performance en matière de Gouvernance

A. Obligations d'entreprises

	29/12/23	30/12/22
Indépendance du board		
M All Weather Bonds	92.0%	na
Rémunération liée à des objectifs ESG		
M All Weather Bonds	75.2%	na
Taux de couverture (en poids actions)		
M All Weather Bonds	93.45%	na

Source Montpensier Finance / MSCI

Indépendance du board : Poids des entreprises en portefeuille identifiées comme ayant une majorité des administrateurs indépendants vis-à-vis des employés, des actionnaires majoritaires et des États.

Rémunération liée à des objectifs ESG : Poids des entreprises en portefeuille identifiées comme ayant intégré la prise en compte de critères ESG dans la rémunération des dirigeants. Cette mesure est basée sur les rapports publiés par les sociétés. Elle est strictement axée sur la prise en compte ou non de ces éléments dans les composantes de la rémunération variable et ne prend pas en considération leur efficacité.

B. Obligations souveraines

Indicateur de Démocratie	29/12/23	30/12/22
M All Weather Bonds	7.8 / 10	na
Taux de couverture		
M All Weather Bonds	100.00%	na

Les pays ayant un score plus élevé présentent une démocratie plus forte. Source des données : Indice de démocratie, Economist Intelligence Unit (EIU)

1.4. Performance en matière de Droits de l'Homme

A. Obligations d'entreprises

	29/12/23	30/12/22
Conformité avec le Pacte Mondial - Pass		
M All Weather Bonds	85.4%	na
Conformité avec le Pacte Mondial - Watch List		
M All Weather Bonds	12.9%	na
Conformité avec le Pacte Mondial - Fail		
M All Weather Bonds	0.0%	na
Conformité avec le Pacte Mondial - NR		
M All Weather Bonds	1.7%	na
Taux de couverture (en poids actions)		
M All Weather Bonds	98.34%	na

Source Montpensier Finance / MSCI

Conformité avec le Pacte Mondial : Poids des entreprises en portefeuille identifiées comme respectant les principes du Pacte mondial des Nations Unies.

...et par rapport aux périodes précédentes?

Conformité avec le Pacte Mondial : Poids des entreprises en portefeuille identifiées comme respectant les principes du Pacte mondial des Nations Unies.

Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait partiellement réaliser et comment l'investissement durable a-t-il contribué à ces objectifs ?

La méthodologie d'identification des investissements durables de Montpensier Finance repose sur les composantes suivantes :

- L'évaluation de la contribution à un objectif de durabilité, qui s'appuie sur une approche best effort, dans l'objectif de sélection des « meilleurs élèves » (ou l'élimination des « moins bons élèves ») sur la base de critères E et/ou S, ainsi qu'une approche via les Objectifs de Développement Durable (ODD) et une approche d'exposition aux activités durables, qui repose sur une définition interne des « activités considérées comme durables » ;
- Le respect des principes de bonne gouvernance, qui s'appuie sur notre évaluation de l'alignement d'intérêts entre les dirigeants, les actionnaires et plus généralement l'ensemble des parties prenantes ;
- L'évaluation du critère « ne pas nuire de manière significative » (DNSH), qui s'appuie sur des exclusions, des Principales Incidences Négatives (PAI) et l'évaluation des controverses, y compris en matière de gouvernance.

Pour plus de détails, voir le Prospectus et le Document Précontractuel SFDR annexé au prospectus de l'OPC disponible sur le site internet de la Société de Gestion.

Dans quelle mesure les investissements durables que le produit financier a notamment réalisés n'ont-ils pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?

Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?

L'évaluation du critère « ne pas nuire de manière significative » (DNSH), s'appuie sur des exclusions, des Principales Incidences Négatives (PAI) et l'évaluation des controverses. En complément, sont également évaluées comme ne respectant pas le critère DNSH, les valeurs dont l'impact sur la transition écologique ou solidaire est négatif.

Pour plus de détails, voir le Prospectus et le Document Précontractuel SFDR annexé au prospectus de l'OPC disponible sur le site internet de la Société de Gestion.

Les principales incidences négatives correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

Les investissements durables étaient-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme? Description détaillée:

Sont exclues de l'univers d'investissement du fonds les valeurs qui ne sont pas alignées avec certaines normes et conventions mondiales, notamment les principes du Pacte mondial des Nations unies (UNGC), les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) et les principes directeurs des Nations unies sur les entreprises et les droits de l'homme (UNGPHR).

Les valeurs faisant l'objet d'une controverse « Red » sont exclues de l'univers d'investissement. Parmi ces controverses « Red », on retrouve notamment les sociétés qui ne sont pas en ligne avec le Global Compact des Nations Unies (Droits de l'Homme, Droits du travail, Environnement et Corruption).

La taxonomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxonomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxonomie de l'UE et s'accompagne de critères spécifiques de l'Union.

Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.



Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité?

Nous prenons en compte les 14 principaux indicateurs d'impacts négatifs dans la politique d'exclusions sectorielles et normatives, l'analyse des pratiques de bonne gouvernance (à travers la méthode propriétaire Montpensier Governance Flag – MGF), l'analyse qualitative propriétaire de la contribution des entreprises aux transitions environnementale et solidaire (Montpensier Impact Assessment – MIA, Montpensier Industry Contributor – MIC), et/ou dans l'analyse des éco-activités qui détermine la contribution à un ou plusieurs objectifs de Développement Durable (ODD) de l'ONU.

La pertinence et la couverture de ces indicateurs dans l'analyse varient en fonction du secteur, de l'industrie et de la région dans lesquels chaque entreprise opère.

Les informations concernant les critères relatifs au respect d'objectifs sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance (ESG) se trouvent sur le site de la société de gestion :

<https://www.montpensier.com/sites/default/files/public/documents/politique-esg.pdf>

Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.



Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier?

La liste comprend les investissements constituant la plus grande proportion d'investissements du produit financier au cours de la période de référence, à savoir:

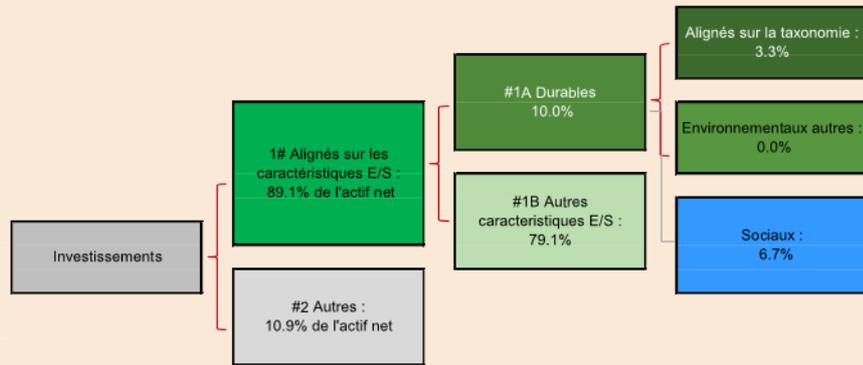
Investissements les plus importants	Secteur	% d'actifs	Pays
BTF - 0% - 10/2024	Government	7.73%	France
US Treasury - 1.375% - 07/2033	Government	7.20%	États-Unis
France (Govt of) - 1.85% - 07/2027	Government	5.17%	France
Deutschland Bond - 0.5% - 04/2030	Government	4.46%	Allemagne
Mexican Udibonos - 2.75% - 11/2031	Government	4.18%	Mexique
TSY Inflation - 1.50% - 02/2053	Government	4.15%	États-Unis
Kingdom of Spain - 2.05% - 11/2039	Government	2.06%	Espagne
Italy BTPS - 4.50% - 10/2053	Government	2.01%	Italie
Renault TP	Consumer, Cyclical	1.99%	France
Var Energi Asa - 7.862% - 11/2083	Energy	1.52%	Norvège
Worldline SA - 0% - 07/2025	Consumer, Non-cyclical	1.50%	France
Tapestry Inc. - 5.35% - 11/2025	Consumer, Cyclical	1.36%	États-Unis
Roche Finance - 3.586% - 12/2036	Consumer, Non-cyclical	1.21%	États-Unis
Saint Gobain - 3.75% - 11/2026	Industrial	1.16%	France
Tui AG - 5% - 04/2028	Consumer, Cyclical	1.12%	Allemagne
Poids total des 15 premières lignes vs l'actif net du fonds 29/12/23		46.8%	



L'allocation des actifs décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.

Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité?

● Quelle était l'allocation des actifs?



La catégorie #1 Alignés sur les caractéristiques E/S inclut les investissements du produit financier utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier.

La catégorie #2 Autres inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables.

La catégorie #1 Alignés sur les caractéristiques E/S comprend:

- la sous-catégorie #1A Durables couvrant les investissements durables sur le plan environnemental et social;
- la sous-catégorie #1B Autres caractéristiques E/S couvrant les investissements alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales qui ne sont pas considérés comme des investissements durables.

● Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés?

	% AUM
Industrial	1.9%
Communications	1.6%
Consumer, Non-cyclical	1.6%
Financial	1.4%
Utilities	1.2%
Technology	1.0%
Consumer, Cyclical	0.8%
Energy	0.6%
Total des investissements durables	10.0%

de l'actif net du fonds au 29/12/23
Classification ICB (Industry Classification Benchmark) - 11 Secteurs Industries

To comply with the EU Taxonomy, the criteria for **fossil gas** include limitations on emissions and switching to fully renewable power or low-carbon fuels by the end of 2035. For **nuclear energy**, the criteria include comprehensive safety and waste management rules;



Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxonomie de l'UE ?

Le produit financier a-t-il investi dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire conformes à la taxonomie de l'UE¹ ?

Oui

Dans le gaz fossile Dans l'énergie nucléaire

Non

Les données relatives à l'implication des entreprises dans les activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire conformes à la taxonomie, sont déterminées en prenant en compte uniquement des données publiées par les entreprises.

Les données relatives à l'implication des entreprises dans les activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire conformes à la taxonomie ne sont pas disponibles à ce jour.

Pour information, de façon plus générale, les valeurs identifiées comme impliquées dans les énergies fossiles et/ou nucléaires représentent 7.63% du portefeuille, soit 4.82% du portefeuille pour les valeurs tirant une partie de leur chiffre d'affaires de l'énergie nucléaire, et 7.02% pour les valeurs impliquées dans les énergies fossiles.

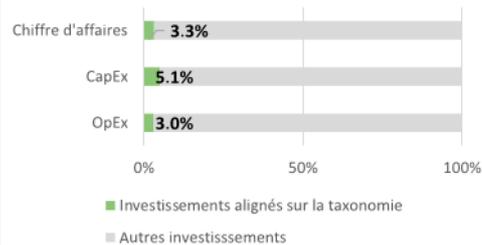
¹ Les activités liées au gaz fossile et/ou au nucléaire ne seront conformes à la taxonomie de l'UE que si elles continuent à limiter le changement climatique (atténuation du changement climatique) et ne causent de préjudice important à aucun objectif de la taxonomie de l'UE - voir la note explicative dans la marge de gauche. L'ensemble des critères applicables aux activités économiques dans les secteurs du gaz fossile et de l'énergie nucléaire qui sont conformes à la taxonomie de l'UE sont définis dans le règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission.

Les activités alignées sur la taxonomie sont exprimées en pourcentage:

- du **chiffre d'affaires** pour refléter la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés bénéficiaires des investissements;
- des **dépenses d'investissement (CapEx)** pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés bénéficiaires des investissements, pour une transition vers une économie verte par exemple;
- des **dépenses d'exploitation (OpEx)** pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés bénéficiaires des investissements.

Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements qui étaient alignés sur la taxonomie de l'UE. Étant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxonomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxonomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxonomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.

1. Alignement des investissements sur la taxonomie, obligations souveraines incluses*



2. Alignement des investissements sur la taxonomie, hors obligations souveraines*



*Aux fins de ces graphiques, les «obligations souveraines» comprennent toutes les expositions souveraines.

Les données relatives au Chiffre d'Affaires sont estimées par MSCI ESG Research selon la méthodologie décrite ci-après.

Les données relatives aux CapEx et aux OpEx tiennent compte uniquement des données publiées par les entreprises.

Alignement sur la taxonomie européenne

L'alignement sur la taxonomie européenne est estimée par MSCI ESG Research, à partir du pourcentage maximum du chiffre d'affaires d'une entreprise provenant de produits et services répondant à des objectifs environnementaux, sur la base du cadre MSCI Sustainable Impact Metrics.

Le pourcentage du chiffre d'affaires provenant de produits et services répondant à des objectifs environnementaux, est réduit à 0 pour les entreprises qui ne satisfont pas aux critères "Do No Significant Harm" et "Minimum Social Safeguards" de la taxonomie européenne.

Il en est de même, pour les producteurs de tabac, les entreprises dont 5 % ou plus des revenus proviennent de la fourniture, de la distribution ou de la vente au détail de produits de tabac, ainsi que les entreprises impliquées dans des armes controversées.

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental.

Les **activités transitoires** sont des **activités économiques** pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et, entre autres, dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances réalisables.

Quelle était la part des investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes?

L'OPCVM n'a pas de proportion minimale d'investissement dans des activités transitoires ou habilitantes.

Où se situe le pourcentage d'investissements alignés sur la taxonomie de l'UE par rapport aux périodes de référence précédentes ?

	29/12/23	30/12/22
Alignement sur la Taxonomie Européenne	% AUM	% AUM
M All Weather Bonds	4.8%	na

Le pourcentage indiqué ci-dessus représente la contribution du portefeuille à l'alignement sur la taxonomie européenne (sur la base du chiffre d'affaires) de l'ensemble des investissements durables qu'ils aient un objectif environnemental ou social.



Le symbole représente des investissements durables ayant un objectif environnemental **qui ne tiennent pas compte des critères** applicables aux activités économiques durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE.



Quelle était la part d'investissements durables ayant un objectif environnemental non alignés sur la taxonomie de l'UE ?

A la date du rapport, 3.3% de l'actif net étaient investis en investissements durables ayant un objectif environnemental, sachant que 0.0% n'étaient pas alignés sur la taxonomie de l'UE.



Quelle était la part d'investissements durables sur le plan social?

A la date du rapport, 6.7% de l'actif net étaient investis en investissements durables ayant un objectif social.



Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie «autres», quelle était leur finalité et existait-il des garanties environnementales ou sociales minimales ?

Les liquidités, quasi-liquidités et éventuels OPC ou produits dérivés de couverture représentent 10.9% de l'actif net du fonds, et ne présentent pas de garanties environnementales ou sociales minimales.



Quelles mesures ont été prises pour respecter les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence ?

La société de Gestion a appliqué la politique décrite dans le document d'informations précontractuelles pour les produits financiers visés à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2 bis, du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 6, premier alinéa, du règlement (UE) 2020/852.

La politique d'engagement actionnarial de Montpensier Finance se compose d'une politique de vote et d'une politique d'engagement.

L'exercice du droit de vote est un élément important du dialogue avec les émetteurs. Il encourage la diffusion des meilleures pratiques de gouvernance et de déontologie professionnelle.

Montpensier Finance considère l'exercice du droit de vote comme faisant intégralement partie de sa gestion et comme devant être exercé dans le meilleur intérêt des porteurs. La politique de droits de vote de Montpensier Finance vise à promouvoir la valorisation à long terme des investissements des OPC.

Pour exercer les droits de vote attachés aux actions détenues par les OPC, les gérants s'appuient sur les principes énoncés dans les recommandations sur le gouvernement d'entreprise publiées par ISS Governance, dans sa politique Sustainability. Le périmètre ISS couvre l'ensemble des sociétés figurant dans les portefeuilles des OPC gérés par Montpensier Finance.

Conformément à la déontologie, les gérants exercent leurs fonctions en toute indépendance, notamment vis-à-vis des émetteurs, et dans l'intérêt exclusif des porteurs. Les gérants sont tout particulièrement sensibles aux résolutions qui seraient susceptibles de porter atteinte aux intérêts des actionnaires.

La politique de vote complète et le dernier rapport sur l'exercice des droits de vote sont disponibles sur notre site internet.

Montpensier Finance complète sa politique de vote par une Politique d'Engagement.

Les gérants sont invités à soulever toute question ou sujet d'attention auprès des entreprises lors de leurs contacts, en particulier lorsque les questions ESG apparaissent insuffisamment prises en compte ou signalées, afin de les encourager à améliorer leurs pratiques sur les questions environnementales, sociales, et de gouvernance d'entreprise, qui sont des facteurs de performances durables.

Les gérants, assistés par les analystes ISR, mènent un dialogue positif et constructif de moyen - long terme avec les sociétés en portefeuille.

Ce dialogue peut prendre plusieurs formes :

- Contacts avec la société
- Envoi des intentions de vote des gérants à la Société, préalablement à la tenue de l'Assemblée Générale.

En complément des initiatives d'engagement que nous conduisons en direct, habituellement auprès de Petites et Moyennes Valeurs, nous participons aux actions collectives d'engagement en « pool », mises en œuvre par ISS dans le cadre de son programme ISS ESG, pour les Grandes Valeurs.

Cet engagement a comme objectif :

- D'encourager les sociétés à mettre en œuvre une meilleure démarche ESG ;
- D'encourager les sociétés à mieux communiquer sur leurs pratiques ESG.

La politique d'engagement complète et le dernier rapport d'engagement peuvent être consultés sur notre site internet.



Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?

Les indices de référence sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint les caractéristiques environnementales et sociales qu'il promeut.

Le fonds n'a pas recours à un indice de référence durable. Sa performance en matière de durabilité est comparée à son indicateur de référence : Indicateur de référence

- **En quoi l'indice de référence différerait-il d'un indice de marché large?**

N/A

- **Quelle a été la performance de ce produit financier au regard des indicateurs de durabilité visant à déterminer l'alignement de l'indice de référence sur l'objectif d'investissement durable?**

N/A

- **Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence?**

N/A

- **Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de marché large?**

Voir plus haut les indicateurs de performance du fonds et de son indice de référence, au regard des indicateurs de durabilité.